



Guide de stratégies et d'indicateurs pour l'action portant sur la tension financière et le bien-être financier

Résumé

MARS 2022

PERSONNES-RESSOURCES

Centre for Healthy Communities
School of Public Health
University of Alberta
healthy.communities@ualberta.ca

Centre for Health Equity Training,
Research and Evaluation
University of New South Wales
chetre@unsw.edu.au

Comment citer ce document

Centre for Healthy Communities (CHC), Centre for Health Equity Training, Research and Evaluation (CHETRE). *Guide de stratégies et d'indicateurs pour l'action portant sur la tension financière et le bien-être financier - Résumé* [Internet]. Edmonton (Canada): Centre for Healthy Communities; 2022. 73 p. DOI: 10.53714/tvyu8596

Droits et permissions

Guide de stratégies et d'indicateurs pour l'action portant sur la tension financière et le bien-être financier - Résumé © 2022 by Centre for Healthy Communities (CHC), Centre for Health Equity Training, Research and Evaluation (CHETRE) fait l'objet de la licence CC BY-NC-ND 4.0. Pour consulter une copie de cette licence, visitez le <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Remerciements

Nous tenons à remercier tous les responsables, décideurs, chercheurs et toutes les parties prenantes qui ont contribué de manière importante par leurs commentaires et conseils tout au long de l'élaboration du présent Guide de stratégies et d'indicateurs pour l'action portant sur la tension financière et le bien-être financier.

La University of Alberta reconnaît avec respect qu'elle se trouve sur le territoire du Traité 6, un lieu de rencontre traditionnel des peuples des Premières Nations et Métis.

La University of New South Wales (UNSW) reconnaît les gardiens traditionnels de la terre autochtone non cédée sur laquelle nous travaillons : les peuples Tharawal et Darug (CHETRE), et les peuples Bidjigal (UNSW). Nous rendons hommage aux Anciens passés, présents et émergents

Financement

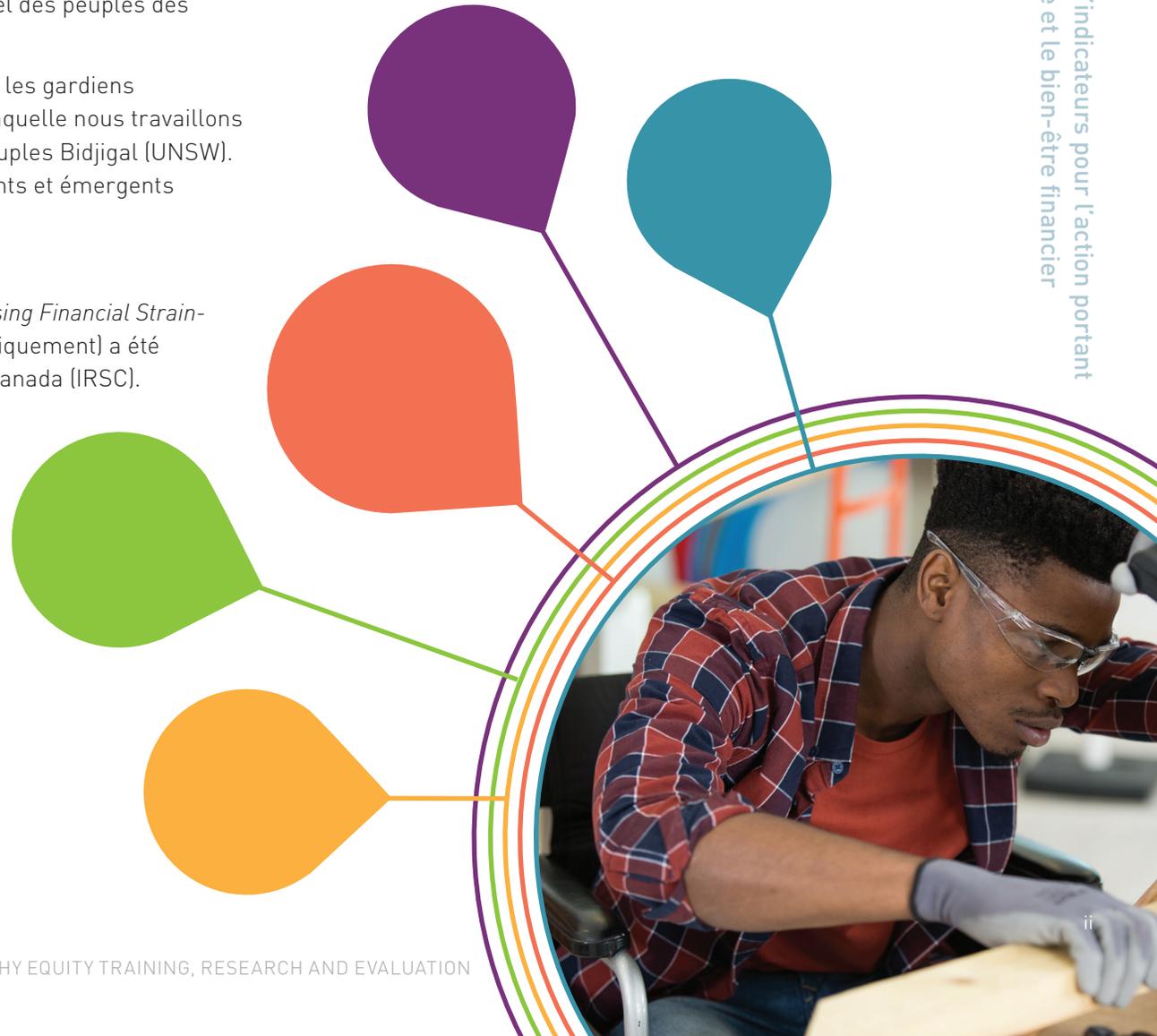
Le projet *Public Health Response to COVID-19: Addressing Financial Strain-related Health Impacts of the Pandemic* (en anglais uniquement) a été soutenu par les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC).

Canada



Canadian Institutes
of Health Research

Instituts de recherche
en santé du Canada



Collaborateurs

Centre for Healthy Communities

Chercheuse principale

Candace I. J. Nykiforuk

Responsable de l'élaboration du document

Ana Paula Belon

Cochercheurs

Lisa Allen Scott

Elaine Hyshka

Stephanie Montesanti

Roman Pabayo

Jane Springett

Personnel de base

Nicole M. Glenn

Laura Nieuwendyk

Kayla Atkey

Krystyna Kongats

Centre for Health Equity Training, Research and Evaluation

Chercheuse principale

Evelyne de Leeuw

Cochercheur

Patrick Harris

Personnel de base

Aryati Yashadhana

Karla Jaques



Table des matières

1	Introduction
3	Concepts clés et définitions
5	Objectif
6	Historique
7	Méthodologie
9	Interprétation
10	Utilisation
14	Auditoires cibles
14	Pertinence
15	Travaux à venir
16	Guidebook of Strategies and Indicators
16	Gouvernement (tous les paliers)
31	Culture organisationnelle et politique
40	Contexte socioéconomique et politique
50	Circonstances sociales et culturelles
58	Circonstances de la vie
65	Références

Guide de stratégies et d'indicateurs pour l'action portant sur la tension financière et le bien-être financier

Introduction

Sur quoi ce Guide de stratégies et d'indicateurs porte-t-il?

Ce Guide de stratégies et d'indicateurs présente des cibles, des stratégies fondées sur des données probantes et des indicateurs dans le but d'épauler les organismes et gouvernements dans leurs efforts pour réduire la tension financière et améliorer le bien-être financier (voir *Concepts clés et définitions*). Nous avons élaboré ce document conjointement avec notre *Cadre de travail en santé publique axé sur l'action portant sur la tension financière et le bien-être financier*¹ (Figure 1), lequel illustre des domaines d'intervention à impact élevé, appelés « points d'entrée pour agir ». Ce Guide d'accompagnement soutient la mise en œuvre du Cadre de travail, car il en étend la pertinence en matière de politiques et de pratique. Il offre un ensemble de cibles, de stratégies fondées sur les données probantes et de processus ainsi que d'indicateurs de résultat destinés aux personnes qui conçoivent, mettent en œuvre ou évaluent les initiatives relatives à la tension financière et au bien-être financier.² En tout, le Guide comprend 62 cibles et 140 stratégies fondées sur les données probantes pour les 17 points d'entrée pour l'action abordés dans le Cadre de travail.

Le Cadre de travail illustre le système complexe de domaines et de points d'entrée pour l'action tandis que le Guide présente de l'information détaillée à savoir où agir (c.-à-d., les cibles), ce qu'il faut faire (c.-à-d., les stratégies connexes aux cibles) et la manière d'évaluer le progrès et le rendement (c.-à-d., les indicateurs qui peuvent servir à évaluer le progrès ou la réussite des stratégies).

1. Pour obtenir plus d'information sur le Cadre de travail, consultez : Centre for Healthy Communities (CHC), Centre for Health Equity Training, Research and Evaluation (CHETRE). *Cadre de travail en santé publique axé sur l'action portant sur la tension financière et le bien-être financier - Résumé*. [Internet]. Edmonton (Canada): Centre for Healthy Communities; 2022. 19 p. DOI: 10.53714/hobg9216
2. On réfère aux politiques, aux programmes et aux pratiques, globalement, en tant qu'initiatives.



FIGURE 1. Cadre de travail en santé publique axé sur l'action portant sur la tension financière et le bien-être financier

Concepts clés et définitions

Bien-être financier

Se dit lorsqu'une personne est en mesure de couvrir ses dépenses et qu'il lui reste un peu d'argent; est en contrôle de sa situation financière; se sent en sécurité financièrement, maintenant et à l'avenir (p. 1596).³ Selon cette définition, le bien-être financier est doté d'éléments objectifs et subjectifs.

- Objectifs : comprennent des mesures relatives au revenu et à la propriété de biens, incluant la couverture des dépenses courantes, un coussin pour les imprévus et de l'argent disponible pour des dépenses discrétionnaires.
- Subjectifs : comprennent des niveaux perçus de contrôle des finances et un sentiment de sécurité financière (c.-à-d., souci/satisfaction relativement aux circonstances financières), présents et à venir.

Tension financière

Fait référence à l'anxiété ou au souci relatifs au fait de ne pas pouvoir s'en sortir financièrement maintenant.⁴ L'expression *tension financière* peut être utilisée de façon interchangeable avec *stress financier* ou *détresse financière*. Elle est subjective et elle traduit comment une personne se sent relativement à sa situation financière actuelle.

- La tension financière est distincte de la pauvreté, de l'endettement et du revenu, lesquels classent les gens selon des mesures quantifiables. Par exemple, une personne peut subir une pression financière en raison de son revenu, mais avoir le sentiment de bien gérer la situation; elle ne ressent donc pas de tension financière.
- En ce sens, la tension financière n'est pas l'opposé du bien-être financier; il s'agit plutôt d'une perception de bien-être financier relatif dans le moment présent. Par conséquent, le fait d'aborder la tension financière constitue un élément essentiel des stratégies ayant pour but d'améliorer le bien-être financier.

3. Salignac, F., Hamilton, M., Noone, J., Marjolin, A., & Muir, K. (2020). *Conceptualizing Financial Wellbeing: An Ecological Life-Course Approach*. *Journal of Happiness*, 21, 1581-1602. <https://doi.org/10.1007/s10902-019-00145-3> (en anglais seulement)

4. French, D., & Vigne, S. (2019). *The causes and consequences of household financial strain: A systematic review*. *International Review of Financial Analysis*, 62, 150-156. <https://doi.org/10.1016/j.irfa.2018.09.008> (en anglais uniquement)

Pouvoir⁵⁻⁶

- Le pouvoir fait référence à la capacité de conserver les circonstances actuelles (statu quo) ou de changer le cours des événements.
- Le pouvoir est une force motrice (visible, cachée ou invisible) derrière les processus décisionnels.
- Le pouvoir agit à tous les niveaux des relations humaines, que ce soit au sein du ménage, de la communauté/du quartier, de l'organisme ou du gouvernement.

Le pouvoir peut servir à réaliser une action négative ou positive.

Négative (domination, oppression ou coercition)

- **Pouvoir sur** des individus ou des groupes de la population.

Positive (action individuelle ou collective [agentivité] qui mène à l'autonomisation, à l'émancipation et à la transformation)

- **Pouvoir d'agir**, dans tous les sens, y compris pour reconfigurer les hiérarchies sociales.
- **Pouvoir avec** les autres (c.-à-d., pouvoir partagé dans un but de soutien mutuel et de coopération).
- **Pouvoir interne** d'un individu et d'une société (c.-à-d., sentiment individuel ou collectif de confiance en soi, de valeur et de dignité issu du fait de prendre conscience de sa propre capacité d'agir).



5. Harris, P., Baum, F., Friel, S., Mackean, T., Schram, A., & Townsend, B. (2020). A glossary of theories for understanding power and policy for health equity. *J Epidemiol Community Health*, 74(6), 548-552. doi: 10.1136/jech-2019-213692 (en anglais uniquement)

6. Solar, O., & Irwin, A. (2010) *A conceptual framework for action on the social determinants of health. Social determinants of health discussion paper 2 (Policy and Practice)*. Organisation mondiale de la santé (en anglais uniquement)

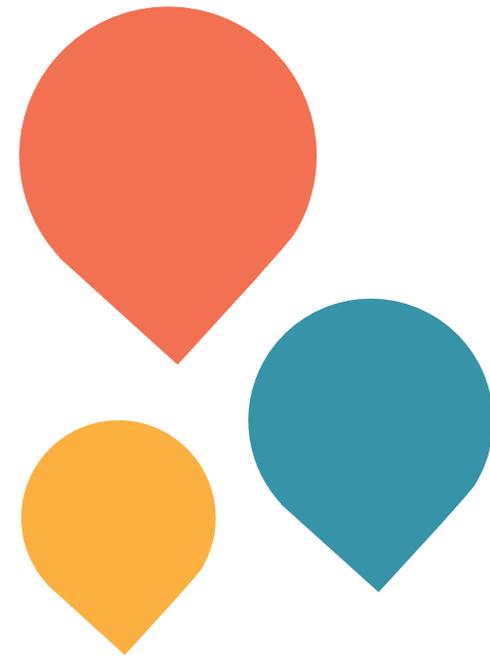
Objectif

À quoi ce Guide de stratégies et d'indicateurs sert-il?

Ce Guide de stratégies et d'indicateurs pratique vise les objectifs suivants.

- Influencer, aider et consolider les initiatives relatives à la tension financière ou au bien-être financier, et ce, peu importe ce sur quoi elles portent (p. ex., inclusion financière, prestation de service de garde), leurs publics cibles (p. ex., communautés autochtones, membres de la communauté LGBTQ2+), leur niveau d'intervention (p. ex., individu ou structure) et le type d'organisme (p. ex., agences de santé publique, université) ou les organismes gouvernementaux qui offrent ces initiatives.
- Améliorer les connaissances des décideurs et des parties prenantes en ce qui a trait à l'interdépendance des politiques, des programmes, des services et des pratiques en vigueur dans divers domaines pour aborder la tension financière ou favoriser le bien-être financier.
- Encourager des partenariats entre les organismes et les secteurs gouvernementaux qui partagent des objectifs et des buts pour l'action multisectorielle portant sur le bien-être financier ou la tension financière (y compris la pauvreté ou les besoins fondamentaux).
- Soutenir l'engagement auprès des représentants des groupes défavorisés dont les initiatives sont ciblées.
- Favoriser une réflexion axée sur l'équité dans le cadre de la conception, de la mise en œuvre et des étapes d'évaluation d'initiatives en lien avec la tension financière et le bien-être financier issues du gouvernement, d'organismes ou de la communauté.
- Guider l'action et l'évaluation significative de l'impact d'un mal-être financier sur les circonstances de la vie, sur le bien-être social, mental et la santé physique et globale au sein de divers groupes et environnements, y compris ceux et celles qui sont défavorisés.

Offrir des conseils de haut niveau quant à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation d'initiatives en lien avec la réduction de la tension financière ou la promotion du bien-être financier.



Historique

Pourquoi ce Guide de stratégies et d'indicateurs a-t-il été élaboré?

Ce Guide aborde les lacunes importantes entre les connaissances et l'action en offrant des cibles, des stratégies fondées sur les données probantes et des indicateurs qui se veulent le prolongement de programmes, de services et de pratiques actuels, lesquels mettent principalement l'accent sur le changement de comportement (p. ex., par le biais de la culture financière individuelle) et les conséquences sur la pauvreté. Tout comme le Cadre de travail qui l'accompagne, ce Guide adopte une approche de nature systémique pour mettre la promotion du bien-être financier et l'atténuation de la tension financière dans une perspective plus large. Il rend compte de la nature complexe et multidimensionnelle des circonstances financières des gens et des décisions qu'ils prennent ainsi que des impacts socioéconomiques et sur la santé, à court et à long terme, du bien-être financier et de la tension financière, et ce, tant au niveau individuel qu'au niveau sociétal. Ce Guide examine les relations dynamiques et interactives entre l'agentivité individuelle (selon les valeurs et besoins qui structurent les comportements, attitudes et décisions) et les facteurs contextuels qui ont une incidence sur les capacités d'une personne d'améliorer son bien-être financier (comme le racisme systémique, les coûts élevés des soins de santé ainsi que les conditions restrictives des prestations d'aide sociale, pour ne nommer que quelques facteurs).

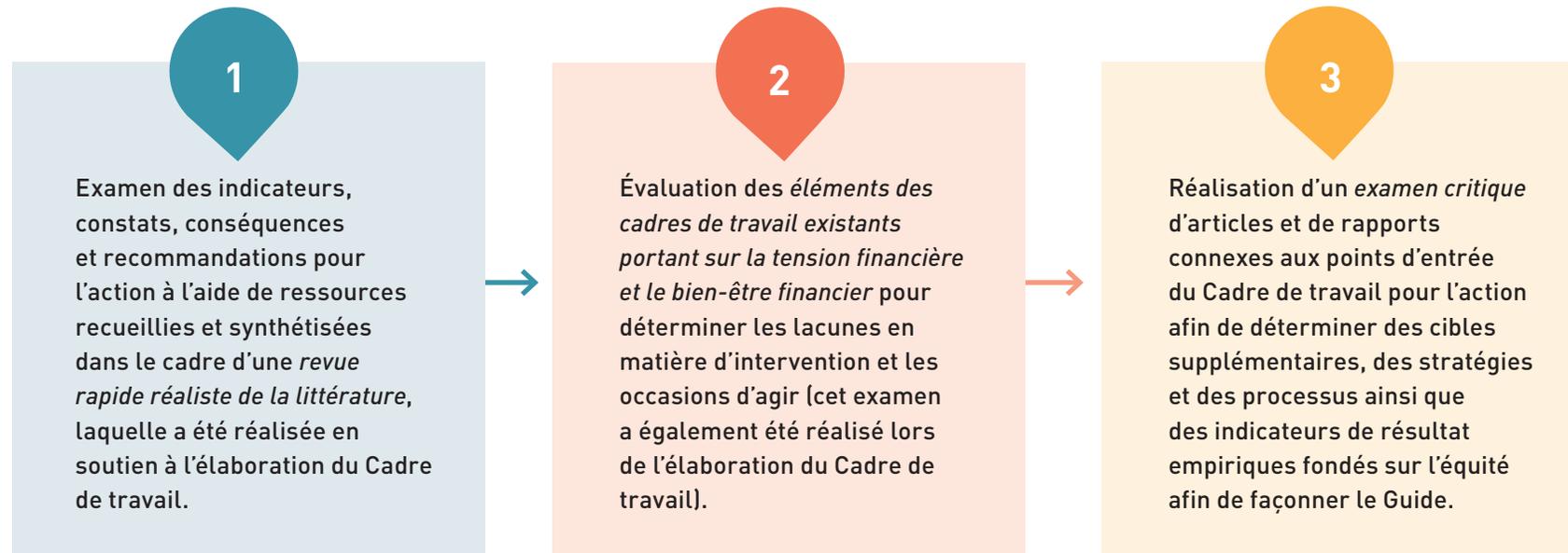
Ce Guide unique et novateur présente des cibles, des stratégies fondées sur des données probantes pour guider l'action – tout comme le suivi et l'évaluation de l'impact de ces actions – portant sur la tension financière et le bien-être financier. Les actions concrètes contenues dans le présent document offrent une direction de haut niveau qui peut servir à toute étape de la prise de décision, depuis la conception jusqu'à la prestation, en passant par l'évaluation des initiatives.



Méthodologie

Comment le Guide de stratégies et d'indicateurs a-t-il été élaboré?

Pour chacun des 17 points d'entrée pour agir présentés dans notre *Cadre de travail en santé publique axé sur l'action portant sur la tension financière et le bien-être financier*, nous avons défini des cibles pertinentes et pratiques, des stratégies fondées sur des données probantes et des exemples d'indicateurs en utilisant une approche alimentée par les données probantes. Nous avons employé un processus systématique en trois étapes, issu de la littérature universitaire et pratique, notamment ce qui suit.



Les déterminants sociaux de santé, d'équité sanitaire et de principes de Santé dans toutes les politiques (SdTP) ont servi d'objectifs pour l'élaboration du Guide afin d'en assurer l'approche holistique et de mettre l'accent sur l'équité. Après avoir adopté une application des connaissances intégrée, nous avons invité des professionnels issus de domaines de connaissances et d'expertise pratique divers affiliés à des universités, à des gouvernements et à des organismes professionnels ou communautaires pour contribuer à l'élaboration du Guide. Le panel hétérogène final était composé de 16 membres du comité consultatif sur la pratique (Canada) et de 6 parties prenantes issues d'organismes sans but lucratif (Australie) en plus de l'équipe de recherche (2 chercheurs principaux, 6 cochercheurs et 6 membres du personnel de recherche hautement qualifiés au Canada et en Australie).

La *Figure 2* illustre les secteurs auxquels les experts sont affiliés. Ce panel a étudié en profondeur l'ébauche du Guide et a soumis ses commentaires par le biais de questionnaires en ligne, dans le cadre d'ateliers, de rencontres de groupe ou lors de conversations individuelles. Nous avons révisé le Guide au moyen d'un processus fondé sur le consensus et avons ainsi précisé davantage ses cibles, stratégies fondées sur les données probantes et ses indicateurs.

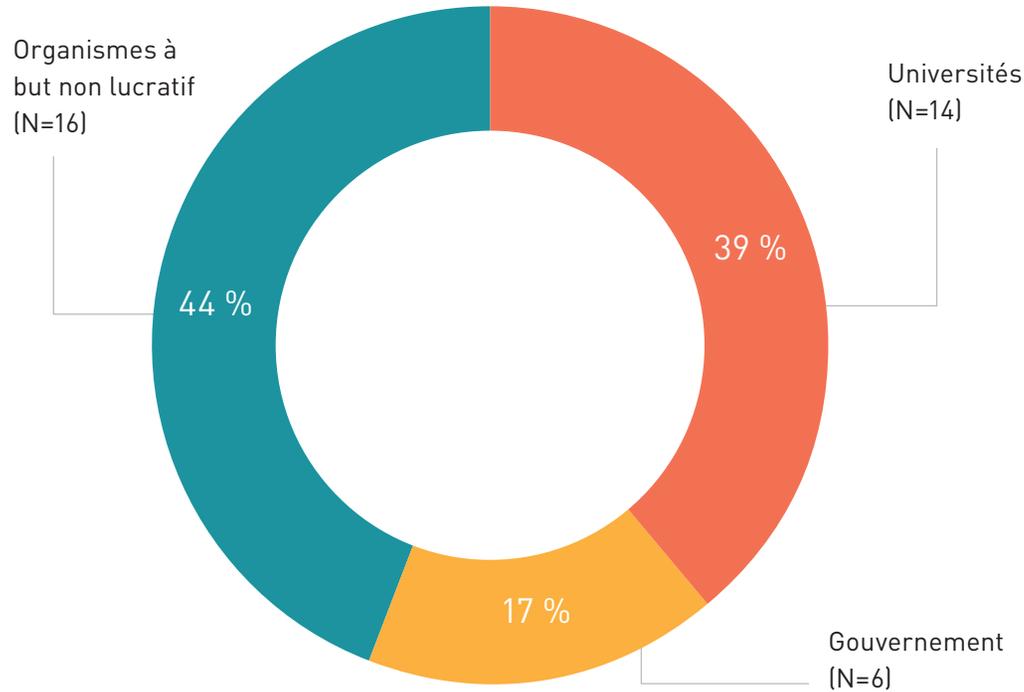


FIGURE 2. Participants provenant du gouvernement (tous les paliers), d'organismes à but non lucratif et des universités.

Interprétation

Que signifient les éléments du Guide?

Les éléments du Cadre de travail (et leurs définitions) sont intégrés au Guide afin d'en simplifier la consultation. C'est pourquoi ce dernier présente les domaines (c.-à-d., domaines principaux pour l'action) et points d'entrée pour agir (c.-à-d., les actions à réaliser dans chaque domaine). Le document est divisé en cinq sections qui représentent les cinq *domaines* du Cadre de travail : Gouvernement (tous les paliers), Culture organisationnelle et politique, Contexte socioéconomique et politique, Circonstances sociales et culturelles et Circonstances de la vie. Le domaine Gouvernement (tous les paliers) est le seul particulier au secteur public. Les autres domaines s'appliquent tant aux organismes qu'aux secteurs gouvernementaux.

Chacune de ces sections est ensuite divisée en *points d'entrée pour agir*; au total, il y en a 17. Chacun d'eux comprend des cibles, des stratégies fondées sur les données probantes et des exemples d'indicateurs. Les cibles constituent des domaines précis d'intervention (c.-à-d., des initiatives).

Par exemple, dans le domaine *Gouvernement (tous les paliers)* sous le point d'entrée pour agir *Améliorer la réglementation, la surveillance et le financement de politiques et de systèmes macroéconomiques*, se trouvent les cibles *Secteur bancaire*, *Marché de l'immobilier* et *Marché de l'emploi et de la main-d'œuvre*. Pour chacune des cibles, le Guide présente des *stratégies fondées sur les données probantes*, soit les actions précises les plus susceptibles d'avoir un impact à long terme sur l'enjeu en question. Elles sont suivies d'exemples d'*indicateurs* qui appuient l'évaluation du progrès et le rendement des initiatives.



Utilisation

Comment doit-on utiliser le Guide de stratégies et d'indicateurs?

- Ce Guide n'est pas prescriptif. Il se veut plutôt un outil évolutif pour appuyer la prise de décision et l'évaluation.
- On encourage organismes et gouvernements à sélectionner les cibles et les stratégies fondées sur les données probantes, à les organiser selon leur priorité, ce qui est le plus important et le plus réalisable. Les cibles et stratégies choisies devraient être en harmonie avec leur mandat organisationnel, leur capacité, leurs limites juridictionnelles et leur champ d'activité.
- Le Guide présente un échantillon de processus et d'indicateurs de résultat portant sur une gamme de données quantitatives et qualitatives. La liste n'est ni détaillée ni exhaustive. Elle est conçue pour servir de point de départ aux organismes et aux gouvernements lorsqu'ils réfléchissent aux possibilités (i) d'évaluer le progrès ou le rendement d'une initiative ou (ii) de penser à la manière d'adapter les indicateurs selon les circonstances particulières à l'initiative et aux priorités d'évaluation.
- Surtout, les exemples d'indicateurs quantitatifs ne sont pas associés à des seuils, car leurs niveaux et leurs valeurs peuvent être liés à un contexte précis. Nous encourageons organismes et gouvernements à définir leurs paramètres de réussite en effectuant une comparaison ou en établissant leurs propres cibles (tendances ou valeurs précises) relativement à leur contexte.
- Nous recommandons l'utilisation d'un point de vue d'équité lors du recours aux indicateurs quantitatifs. Pensez à ajuster les mesures aux groupes de population particuliers ou à classer les indicateurs par groupes en quête d'équité afin de rapporter l'ampleur et la direction des inégalités.
- Nous suggérons également le recours aux indicateurs qualitatifs, lorsque possible, afin de mieux rendre compte des expériences vécues par les personnes et de leur voix en ce qui a trait aux initiatives en matière de tension financière ou de bien-être financier.

Le Guide est flexible et conçu pour réconcilier des niveaux divers de disponibilité et de capacité des ressources au sein des organismes et des gouvernements.



GOVERNEMENT (TOUS LES PALIERS)

Ce domaine cible les actions structurelles entreprises par les gouvernements par le biais de systèmes de gouvernance des secteurs public et privé. Il fait référence aux politiques macroéconomiques, publiques et sociales et à leurs structures de pouvoir sous-jacentes.



PUBLIC SECTOR



CENTRE FOR HEALTHY COMMUNITIES | CENTRE FOR HEALTHY EQUITY TRAINING, RESEARCH AND EVALUATION

16

Chaque domaine accompagné de sa définition est présenté dans les pages titres des différentes sections.

POINT D'ENTRÉE POUR AGIR

GOVERNEMENT (TOUS LES PALIERS)

Améliorer la réglementation, la surveillance et le financement de politiques et de systèmes macroéconomiques

Améliorer l'efficacité et l'impact de la réglementation et de la surveillance gouvernementales du secteur financier, du marché de l'immobilier et des marchés de l'emploi et de la main-d'œuvre. Vérifier le caractère adéquat des fonds aux fins d'actions durables.



CIBLES - POLITIQUES	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES	EXEMPLES D'INDICATEURS
Secteur bancaire Les gouvernements élaborent des politiques et des réglementations efficaces qui encouragent les établissements financiers à offrir des services bancaires accessibles et abordables aux groupes défavorisés afin de satisfaire leurs besoins uniques, notamment des objectifs financiers à court et à long terme.	<ul style="list-style-type: none"> Conformité des établissements financiers aux réglementations gouvernementales Conformité des établissements financiers aux contrôles internes définis par la politique gouvernementale Niveaux de mauvaise gestion financière, d'abus ou de fraude à l'échelle individuelle Accessibilité numérique aux opérations bancaires (p. ex., pour les personnes ayant un accès limité à Internet ou en situation de handicap) Distribution géographique des succursales bancaires (p. ex., stratifiées par quartiers) Abordabilité des services bancaires Tendances en matière de coûts des transactions financières Capacité perçue d'une personne à combler des besoins financiers uniques (p. ex., stratifiée selon l'âge) Capacité perçue d'une personne à atteindre ses objectifs financiers à court terme (p. ex., parmi les groupes défavorisés) Capacité perçue d'une personne à atteindre ses objectifs financiers à moyen et à long terme (p. ex., parmi les groupes défavorisés) 	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage de propriétaires ou de locataires qui paient plus de 30 % de leur revenu avant impôt en logement (p. ex., services publics, taxes foncières et paiements hypothécaires) Tension au sein des ménages (utiliser un seuil comme les coûts liés au logement composant plus de 30 % du revenu disponible (ou brut) d'un ménage et les ménages qui comptent parmi les 40 % inférieurs de l'échelle de distribution des revenus (p. ex., stratifiés par propriétaires, locataires publics et locataires privés)) Tension extrême au sein des ménages (utiliser un seuil comme les coûts liés au logement composant plus de 50 % du revenu disponible (ou brut) et les ménages qui comptent parmi les 40 % inférieurs de l'échelle de distribution des revenus (p. ex., stratifiés par propriétaires, locataires publics et locataires privés))
Marché immobilier Les gouvernements réglementent et surveillent le marché immobilier afin de protéger les acheteurs des prêts à haut risque et abusifs.	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'accès à la propriété Taux d'accès à la location Pourcentage de personnes qui passent de locataires à propriétaires Taux d'occupation des logements locaux Tendances en matière de prix des maisons par quartier 	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'accès à la propriété Taux d'accès à la location Pourcentage de personnes qui passent de locataires à propriétaires Taux d'occupation des logements locaux Tendances en matière de prix des maisons par quartier
Les gouvernements réglementent la valeur des terrains, la croissance incontrôlée du prix des propriétés et la pénurie de logements afin de permettre à tous de passer de locataire à propriétaire.		

CENTRE FOR HEALTHY COMMUNITIES | CENTRE FOR HEALTHY EQUITY TRAINING, RESEARCH AND EVALUATION

17

Les pages qui suivent la page titre de section présentent les points d'entrée pour agir, leurs cibles et stratégies respectives ainsi que des exemples d'indicateurs.

Étapes et phases des initiatives

Voici une brève description de la manière d'utiliser le Guide le plus efficacement possible.

- a. Définir le(s) domaine(s) en lien avec l'initiative.
- b. Sélectionner le point d'entrée pour agir en harmonie avec la portée et le mandat de l'organisme ou du secteur gouvernemental.
- c. Déterminer la ou les cible(s) connexe(s) en lien avec l'élément central de l'initiative.
- d. Réviser la ou les stratégie(s) fondée(s) sur les données probantes et définir celle(s) qui sont les plus importantes et réalisables.
- e. Réfléchir à la capacité de l'organisme ou du secteur gouvernemental d'agir en fonction de cette stratégie ou d'ajuster des initiatives en cours.
- f. Utiliser les indicateurs suggérés, ou les adapter, pour évaluer les initiatives ou en sélectionner de nouveaux issus de la littérature pour mieux répondre aux questions d'évaluation de l'organisme ou du secteur gouvernemental.
- g. Si cela s'avère pertinent et faisable, définir d'autre(s) cible(s) et stratégie(s) fondée(s) sur les données probantes pour les mêmes points d'entrée pour agir, ou d'autres, qui peuvent être intégrée(s) à l'initiative.
- h. Définir des partenariats avec d'autres organismes, secteurs gouvernementaux ou représentants communautaires afin de collaborer à l'atteinte de cible(s) et à la réalisation de stratégie(s) fondée(s) sur des données probantes qui peuvent mettre en valeur l'initiative, en améliorer l'efficacité, l'efficacité et la durabilité.

L'organigramme, à la page suivante, offre une direction plus précise quant à l'application des points a-h détaillés précédemment. Plus précisément, il est divisé comme suit :

- *Étapes* de l'initiative (c.-à-d., conception, mise en œuvre et évaluation);
- *Phases* (c.-à-d., domaines, points d'entrée pour agir, cibles, stratégies et indicateurs) à harmoniser avec chaque étape.

Pour utiliser l'organigramme, définissez l'étape à laquelle se trouve l'organisme ou le secteur gouvernemental. Ensuite, suivez cette couleur tout au long de l'organigramme pour découvrir les phases à réaliser pour cette étape.



ÉTAPES

- CONCEPTION
- MISE EN ŒUVRE
- ÉVALUATION

PHASE 1 : domaines
Définir les domaines connexes à l'initiative.

PHASE 2 : points d'entrée pour agir
Sélectionner le point d'entrée pour l'action en lien avec le champ d'activité et le mandat de l'organisme ou du secteur gouvernemental.

PHASE 3 : cibles
déterminer les cibles relatives au point de mire de l'initiative.

PHASE 4 : stratégies

PHASE 5 : indicateurs

- Réviser les stratégies fondées sur les données probantes et cibler celles en lien avec l'initiative en cours.
- Comparer les stratégies fondées sur les données probantes de l'initiative en cours avec celles comprises dans le Guide. Vérifier si des changements doivent être apportés afin d'aborder des lacunes potentielles ou des conséquences négatives involontaires qui peuvent surgir des activités actuelles de l'initiative. **1 2 3**
- Examiner les stratégies fondées sur les données probantes et sélectionner celles qui s'avèrent les plus importantes et les plus réalisables en lien avec le champ d'activité ou le mandat de l'organisme ou du secteur gouvernemental. **1 2 3**
- Comparer les indicateurs suggérés dans le plan d'évaluation de l'initiative à ceux du Guide. Utiliser les indicateurs énumérés ou les ajuster, en sélectionner d'autres issus de la littérature ou en élaborer de nouveaux axés sur l'organisme si le plan d'évaluation original est mis à jour. **4**
- Utiliser la liste d'indicateurs pour guider l'élaboration de l'évaluation de l'initiative ou le plan d'évaluation. Adopter ou modifier les indicateurs du Guide, en choisir d'autres dans la littérature ou en préparer de nouveaux axés sur l'organisme qui répondent mieux aux questions de l'évaluation des initiatives. **4**

- 1** Réfléchir à la capacité de l'organisme ou du secteur gouvernemental d'ajuster des stratégies en cours, au besoin.
- 2** Si cela s'avère pertinent et faisable, définir d'autres cibles et stratégies fondées sur les données probantes pour les mêmes points d'entrée pour agir, ou d'autres, qui peuvent être intégrées à l'initiative.
- 3** Si cela s'avère pertinent, établir ou consolider des partenariats avec d'autres organismes, secteurs gouvernementaux et représentants communautaires afin de collaborer à l'atteinte de cibles et à la réalisation de stratégies fondées sur des données probantes qui peuvent mettre en valeur l'initiative, en améliorant l'efficacité, l'efficacités et la durabilité.
- 4** Dans le cas des initiatives avec partenaires, penser à utiliser des indicateurs communs qui permettent de comprendre l'impact collectif des efforts de chaque partenaire.

Consulter les exemples d'indicateurs suggérés dans le Guide. Déterminer s'il faut en inclure d'autres dans le plan d'évaluation de l'initiative afin d'obtenir une analyse plus détaillée, plus riche ou pour cerner des lacunes possibles et des conséquences involontaires. Utiliser ou ajuster les indicateurs du Guide dans le but de mieux évaluer l'initiative. Penser à définir d'autres indicateurs issus de la littérature ou à en créer de nouveaux axés sur l'organisme, au besoin. **2 3 4**

Auditoires cibles

Qui devrait se servir du Guide?

Nous comprenons que des initiatives qui ciblent diverses dimensions des conditions de vie (p. ex., pauvreté, discrimination, abordabilité des frais bancaires) peuvent avoir un impact réel ou perçu sur les circonstances financières individuelles. Par conséquent, ce Guide s'adresse à des utilisateurs de divers paliers gouvernementaux (fédéral, provincial, territorial, étatique et municipal), du secteur privé ou d'organismes à but non lucratif qui œuvrent dans des domaines différents ayant une incidence directe ou indirecte sur la tension financière ou le bien-être financier (p. ex., industrie de la finance, services d'emploi et de formation, organisations caritatives qui aident les victimes de violence et d'abus, entre autres).

Responsables, décideurs et praticiens peuvent se servir de ce Guide pratique pour appuyer leurs décisions en ce qui a trait aux types d'initiatives qui abordent le mieux la tension financière et qui favorisent le bien-être financier dans leurs contextes. Ils peuvent l'utiliser pour définir des indicateurs servant à faire le suivi du progrès ou à évaluer les résultats de ces actions.

Le Guide vise aussi à alimenter la recherche, notamment pour dresser le plan de stratégies en place et les comparer, qu'elles se déroulent au sein d'une juridiction ou entre plusieurs, afin de déterminer les lacunes des efforts actuels; la liste d'indicateurs, quant à elle, peut aider à faire le suivi d'initiatives précises ou d'influences à l'échelle du système en matière de tension financière et de bien-être financier et à les évaluer.

Pertinence

Pourquoi se servir du Guide de stratégies et d'indicateurs? En quoi est-il pertinent pour notre organisation?

Les cibles, stratégies fondées sur les données probantes et indicateurs de processus et de résultat peuvent guider les actions des organismes et des gouvernements lorsqu'il est question d'aborder les causes ou les conséquences de la tension financière et d'un mal-être financier. Le Guide aide à :

- Définir des buts, des priorités et un plan d'action.
- Comprendre les facteurs en lien direct ou indirect avec la tension financière ou le mal-être financier, lesquels peuvent ne pas avoir été pris en considération à l'étape de la conception ou de la mise en œuvre des initiatives ou avoir changé depuis la création de ces dernières.
- Recenser les causes proximales, intermédiaires et distales de la tension financière ou du mal-être financier.
- Anticiper les conséquences involontaires des initiatives et s'en occuper.
- Constituer un dossier pour agir qui comprend l'information en appui aux discussions portant sur le budget et l'allocation de ressources.
- Cerner les lacunes de diverses approches.
- Indiquer les occasions de créer des partenariats solides et efficaces entre les organismes, secteurs gouvernementaux et représentants des collectivités qui partagent des objectifs et des buts.
- Évaluer le progrès et la réussite des initiatives.

Travaux à venir

Quelle est la suite?

Fort de la ratification de la conception du Guide par le panel d'experts, nous nous concentrerons désormais à la validation de son applicabilité dans la pratique quotidienne afin d'en consolider la pertinence et la signification. Pour ce faire, nous continuons à créer des occasions d'engagement à l'intention des experts de la communauté et d'organismes professionnels ainsi que de représentants des divers paliers gouvernementaux (municipal, provincial, territorial, étatique et fédéral) afin d'alimenter le Guide.

Les travaux à venir créeront des modèles logiques pour illustrer comment le Guide peut être utilisé par divers acteurs, seuls ou en partenariat avec d'autres acteurs organisationnels, communautaires et gouvernementaux. Ce travail peut se traduire par un perfectionnement du Guide pour en améliorer davantage l'applicabilité et l'utilité. Il s'agit d'un document « vivant » qui sera revu afin de s'ajuster aux besoins particuliers des organismes et des gouvernements qui ciblent des enjeux précis (p. ex., itinérance, éducation) ou des groupes de population (p. ex., communautés racialisées, femmes âgées).



GOVERNEMENT (TOUS LES PALIERS)

Ce domaine cible les actions structurelles entreprises par les gouvernements par le biais de systèmes de gouvernance des secteurs public et privé. Il fait référence aux politiques macroéconomiques, publiques et sociales et à leurs structures de pouvoir sous-jacentes.



PUBLIC SECTOR



POINT
D'ENTRÉE
POUR AGIR

GOUVERNEMENT (TOUS LES PALIERS)

Améliorer la réglementation, la surveillance et le financement de politiques et de systèmes macroéconomiques

Améliorer l'efficacité et l'impact de la réglementation et de la surveillance gouvernementales du secteur financier, du marché de l'immobilier et des marchés de l'emploi et de la main-d'œuvre. Vérifier le caractère adéquat des fonds aux fins d'actions durables.



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Secteur bancaire</p>	<p>Les gouvernements élaborent des politiques et des réglementations efficaces qui encouragent les établissements financiers à offrir des services bancaires accessibles et abordables aux groupes défavorisés afin de satisfaire leurs besoins uniques, notamment des objectifs financiers à court et à long terme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conformité des établissements financiers aux réglementations gouvernementales • Conformité des établissements financiers aux contrôles internes définis par la politique gouvernementale • Niveaux de mauvaise gestion financière, d'abus ou de fraude à l'échelle individuelle • Accessibilité numérique aux opérations bancaires (p. ex., pour les personnes ayant un accès limité à Internet ou en situation de handicap) • Distribution géographique des succursales bancaires (p. ex., stratifiées par quartiers) • Abordabilité des services bancaires • Tendances en matière de coûts des transactions financières • Capacité perçue d'une personne à combler des besoins financiers uniques (p. ex., stratifiée selon l'âge) • Capacité perçue d'une personne à atteindre ses objectifs financiers à court terme (p. ex., parmi les groupes défavorisés) • Capacité perçue d'une personne à atteindre ses objectifs financiers à moyen et à long terme (p. ex., parmi les groupes défavorisés)
<p>Marché immobilier</p>	<p>Les gouvernements réglementent et surveillent le marché immobilier afin de protéger les acheteurs des prêts à haut risque et abusifs.</p> <p>Les gouvernements réglementent la valeur des terrains, la croissance incontrôlée du prix des propriétés et la pénurie de logements afin de permettre à tous de passer de locataire à propriétaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de propriétaires ou de locataires qui paient plus de 30 % de leur revenu avant impôt en logement (p. ex., services publics, taxes foncières et paiements hypothécaires) • Tension au sein des ménages (utiliser un seuil comme les coûts liés au logement composant plus de 30 % du revenu disponible [ou brut] d'un ménage et les ménages qui comptent parmi les 40 % inférieurs de l'échelle de distribution des revenus [p. ex., stratifiés par propriétaires, locataires publics et locataires privés]) • Tension extrême au sein des ménages (utiliser un seuil comme les coûts liés au logement composant plus de 50 % du revenu disponible [ou brut] et les ménages qui comptent parmi les 40 % inférieurs de l'échelle de distribution des revenus [p. ex., stratifiés par propriétaires, locataires publics et locataires privés]) • Taux d'accession à la propriété • Taux d'accession à la location • Pourcentage de personnes qui passent de locataires à propriétaires • Taux d'inoccupation des logements locatifs • Tendances en matière de prix des maisons par quartier

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Marché immobilier</p>	<p>Les gouvernements aident à accroître la disponibilité et à améliorer l'abordabilité de diverses options en matière de logement pour tous les quartiers, même les plus riches.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de financement public en appui aux projets de logement abordable dans les quartiers à revenu faible, moyen et élevé • Pénurie d'unités abordables • Variété d'options de logement abordable (p. ex., duplex et maisons d'allées) dans les quartiers à revenu faible, moyen et élevé • Révisions des règlements de zonage des résidences unifamiliales
	<p>Les gouvernements élaborent des politiques et des règlements qui encouragent les projets immobiliers sécuritaires, abordables, et les offrent, dans des emplacements souhaitables et accessibles (p. ex., près des services publics, dispersés à l'échelle de la municipalité).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conformité aux règlements en matière de logement sécuritaire, abordable et accessible (p. ex., gouvernements locaux, offices d'habitation et organismes de projets immobiliers) • Nombre/pourcentage d'offices d'habitation et de promoteurs immobiliers réglementés à la suite de contrôles internes définis par la politique gouvernementale • Nombre/pourcentage d'options de logement abordable dans divers quartiers prisés (p. ex., emplacement central ou pratique) • Densité de la population
	<p>Les gouvernements subventionnent le revenu ou le logement (p. ex., suppléments pour la location, prêts hypothécaires sans intérêt) pour assurer une sécurité à long terme en matière de logement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Durée moyenne de séjour unique dans un refuge (p. ex., pour enfants, jeunes et adultes) • Pourcentage d'utilisateurs de refuge comptant plus d'un séjour par année • Taux d'occupation des refuges d'urgence et temporaires • Taux d'itinérance • Coûts associés au relogement d'une personne en situation d'itinérance • Nombre de ménages sur les listes d'attente pour obtenir un logement subventionné par le gouvernement • Listes d'attente de logement social pour les personnes en situation de handicap • Nombre de personnes placées en logement à long terme • Disponibilité de plans d'achat immobilier abordables, comme les programmes de propriétés partagées • Perception individuelle du degré de facilité du processus de demande des programmes d'achat immobilier, comme ceux de propriétés partagées
	<p>Les gouvernements réglementent l'antidiscrimination dans les politiques de logement (p. ex., empêcher les propriétaires de refuser la location à des personnes qui reçoivent des suppléments pour le logement).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'options de logement inclusives, abordables pour les personnes en situation de handicap • Nombre/pourcentage de gouvernements municipaux qui ont abordé la question de la discrimination fondée sur l'âge des enfants dans les règlements locatifs • Nombre/pourcentage de familles avec enfants qui ont rapporté s'être trouvé un logement abordable, inclusif dans les habitations à unités multiples • Disponibilité de lois de non-discrimination qui protègent les personnes qui reçoivent des suppléments pour location et des soutiens au revenu

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
Marché immobilier	<p>Les gouvernements offrent du financement pour la construction de logement social.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de financement pour les projets de logement social • Disponibilité/offre d'unités de logement social relative aux besoins de la population • Temps d'attente moyen de réponse aux demandes à un programme de logement social
	<p>Les gouvernements investissent dans diverses options relatives au logement social et encouragent les fournisseurs privés à offrir un logement aux groupes défavorisés (p. ex., personnes âgées, personnes handicapées ou familles à faible revenu).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité d'unités de logement abordable pour les groupes défavorisés • Diversité des unités de logement abordable (p. ex., multiplexes, tours à condominiums) pour les groupes défavorisés
Marché de l'emploi et de la main-d'œuvre	<p>Les gouvernements élaborent un cadre de travail réglementaire, ou en révisent un, pour assurer et faire respecter les droits de la personne, les protections sociales et en matière de travail et les avantages pour tous les travailleurs, avec un accent mis sur les bas salaires, les contrats précaires (p. ex., travail à temps partiel) et les populations habituellement surreprésentées parmi ces groupes (p. ex., les personnes moins éduquées ou en situation de handicap).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de travailleurs au salaire minimum • Tendances au chapitre de la rémunération parmi les travailleurs à bas salaires (p. ex., ceux du secteur agricole, des services de nettoyage ou de tourisme d'accueil) • Valeurs nominales des salaires minimaux • Nombre/pourcentage de personnes qui travaillent dans des conditions précaires, non sécuritaires (p. ex., groupes défavorisés) • Disponibilité de mécanismes pour dénoncer des conditions de travail abusives ou exploitantes • Accès facile à des mécanismes pour dénoncer des conditions de travail abusives ou exploitantes • Nombre d'actions d'application au fil du temps • Nombre d'inspections régulières sur place • Disponibilité d'enquêtes anonymes pour les travailleurs au sujet des conditions de travail • Disponibilité de mécanismes de partage de données anonymisées dans le but d'offrir des données probantes en appui aux actions en matière de stabilité d'emploi
	<p>Les gouvernements s'assurent que tous les travailleurs des secteurs publics et privés ont accès à des régimes de retraite, à des indemnités d'assurance et à des dispositions de congé. Lorsque le secteur public fait preuve de transparence en matière de régimes de rémunération, qu'il les rend accessibles et qu'il les divulgue régulièrement, il aide les travailleurs du secteur privé lors de négociations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Proportion de travailleurs du secteur privé membres d'un syndicat par rapport à ceux du secteur public • Degré de transparence en ce qui a trait aux régimes de rémunération du secteur public • Tendances des avantages non liés au salaire (p. ex., couverture) dans le secteur privé • Inégalités au chapitre des avantages non liés au salaire entre les travailleurs du secteur public et privé

POINT
D'ENTRÉE
POUR AGIR

GOVERNEMENT (TOUS LES PALIERS)

Améliorer l'offre, la réglementation et le financement des services de soins, d'éducation et de transport

Faire en sorte que les gouvernements surveillent et réglementent les services essentiels de qualité concernant les soins (p. ex., soins aux enfants, soins de santé), l'éducation et les transports et offrent un niveau de financement adéquat pour ces services.



CIBLES – POLITIQUES 

Soins de santé, y compris les services en lien avec les soins de santé (p. ex., soins dentaires et pharmaceutiques)

STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 

Les gouvernements offrent un financement public substantiel pour une couverture de soins de santé universelle et utilisent les fonds efficacement pour assurer un accès équitable à des services de santé de qualité supérieure, et ce, sans frais ou à un coût abordable, ainsi qu'à une protection financière pour tous.

EXEMPLES D'INDICATEURS 

Dans les pays dotés de systèmes de santé universels financés par l'état :

- Degrés de satisfaction des personnes admissibles (p. ex., citoyens) en ce qui a trait à la qualité des services de soins de santé
- Niveau de difficulté perçu par les personnes quant à l'accès aux services de soins de santé (p. ex., admissibilité aux services)
- Nombre/pourcentage de gouvernements disposant d'outils en matière de politiques réglementaires et financières pour les services essentiels
- Nombre/pourcentage de personnes non admissibles au système de soins de santé universel (p. ex., résidents non citoyens) qui rapportent avoir accès à des services de santé de qualité supérieure à faible coût
- Capacité perçue à rencontrer les coûts liés à la santé parmi les personnes inadmissibles au système de soins de santé universel, stratifiée par statut socioéconomique
- Tendances au chapitre des débours en santé parmi les personnes non admissibles au système de soins de santé universel
- Nombre/pourcentage de personnes non admissibles au système de soins de santé universel qui disent avoir peur des frais associés au recours aux soins de santé
- Inégalités entre les groupes admissibles et non admissibles en ce qui a trait à leur état de santé, à l'utilisation des services de soins de santé et les dettes liées à la santé

CIBLES – POLITIQUES 

STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 

EXEMPLES D'INDICATEURS 

Soins de santé, y compris les services en lien avec les soins de santé (p. ex., soins dentaires et pharmaceutiques)

Les gouvernements offrent un financement public substantiel pour une couverture de soins de santé universelle et utilisent les fonds efficacement pour assurer un accès équitable à des services de santé de qualité supérieure, et ce, sans frais ou à un coût abordable, ainsi qu'à une protection financière pour tous.

Dans les pays dotés de systèmes publics (non) universels ou d'assurance privée :

- Nombre/pourcentage de gouvernements disposant de contrôles réglementaires efficaces qui font en sorte que les actions des organismes à but lucratif et non lucratif sont en harmonie avec l'intérêt du public et les objectifs en matière de santé, particulièrement quant à la qualité, aux coûts et à l'accès aux services de santé
- Nombre de pays qui réglementent le secteur privé et dont la capacité réglementaire est bonne pour assurer une gestion stricte et une protection financière dans le secteur des soins de santé
- Moyenne des dépenses d'un ménage en soins de santé, stratifiée par statut socioéconomique
- Difficulté financière individuelle perçue associée au recours aux services de soins de santé privés
- Inégalités sanitaires entre les patients du secteur privé et ceux du secteur public en matière de soins de santé
- Inégalités financières en matière de santé entre les patients du secteur des soins de santé privé et ceux du secteur public
- Nombre/pourcentage de visites au service des urgences, stratifiés par statut socioéconomique
- Nombre/pourcentage d'hospitalisations pédiatriques évitables par années, stratifiés par statut socioéconomique
- Coût moyen d'une admission au service des urgences

CIBLES – POLITIQUES 

STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 

EXEMPLES D'INDICATEURS 

Soins de longue durée (c.-à-d., soins infirmiers, résidences et services communautaires et à domicile)

Les gouvernements offrent un financement public substantiel pour offrir des soins de longue durée sans frais ou hautement subventionnés et utilisent les fonds efficacement pour assurer un accès équitable aux soins de santé de longue durée de qualité à toutes les personnes qui en ont besoin.

- Nombre d'établissements de soins infirmiers et de résidences de qualité supérieure, publics, sans but lucratif (sans frais ou à coût abordable) en fonction de la population et de la répartition géographique
- Perception individuelle quant à l'accès à des soins infirmiers et à des résidences de qualité supérieure, publics, sans but lucratif (sans frais ou à coût abordable)
- Nombre de services à domicile ou communautaires de qualité supérieure, publics, sans but lucratif (sans frais ou à coût abordable) en fonction de la population et de la répartition géographique
- Disponibilité/fourniture de résidences de soins de longue durée en fonction des besoins locaux
- Nombre de services à domicile ou communautaires, stratifié par région de résidence
- Nombre/pourcentage de personnes aidées par des services à domicile ou communautaires
- Nombre/pourcentage de participants qui sentent que les services à domicile et communautaires les aident à rester dans leur communauté et à vivre leur vie pleinement
- Nombre d'options de soins de longue durée abordables pour les personnes âgées et handicapées, stratifié par lieu de résidence
- Durée de l'attente et longueur des listes d'attente pour obtenir une place en résidence de soins de longue durée
- Inégalité socioéconomique dans le recours aux soins de longue durée
- Fardeau de la fourniture de soins (p. ex., parmi les femmes)
- Fossé entre les genres dans la participation à la main-d'œuvre (stratifié par catégories de profession)
- Fossé des genres en matière de revenu
- Qualité de niveau de vie parmi les personnes ayant besoin de soins longue durée et leurs familles/soignants

CIBLES – POLITIQUES 

STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 

EXEMPLES D'INDICATEURS 

Soins de longue durée (c.-à-d., soins infirmiers, résidences et services communautaires et à domicile)

Les gouvernements réglementent et surveillent les normes et pratiques en matière de fourniture de soins de longue durée ainsi que la capacité administrative d'en assurer la qualité supérieure.

- Nombre/pourcentage de patients/résidents et de familles/soignants qui rapportent l'uniformité et la continuité des soins
- Nombre/pourcentage des gouvernements qui recueillent et analysent systématiquement des données désagrégées sur les résultats sanitaires, sociaux et financiers en lien avec les services de soins de longue durée
- Nombre/pourcentage de gouvernements qui produisent des rapports d'analyse de données périodiques avec des conclusions mises à jour et désagrégées sur les résultats sanitaires, sociaux et financiers parmi les personnes qui reçoivent des services de soins de longue durée
- Nombre/pourcentage de gouvernements qui soumettent des recommandations fondées sur les données probantes, qui définissent les étapes menant à des améliorations de la qualité, des options, de l'accessibilité et de l'équité des services de soins de longue durée
- Nombre/pourcentage de gouvernements qui réalisent des évaluations normalisées et périodiques de la qualité sur place ainsi que des inspections sanitaires
- Nombre/périodicité des inspections sanitaires (p. ex., stratifiés par type d'établissement ou de service)
- Difficulté perçue par les personnes en ce qui a trait à l'accès aux découvertes issues des évaluations de la qualité des services
- Proportion membre du personnel et patient/résident
- Nombre/pourcentage de services de soins de longue durée qui satisfont aux normes de sécurité et de qualité
- Nombre/pourcentage d'accidents évitables (p. ex., chutes) et de problèmes de santé (p. ex., infections urinaires) parmi les patients/résidents
- Nombre/pourcentage d'établissements et de services tenus responsables de la mauvaise qualité des soins (p. ex., stratifiés par type d'établissement ou de service)

Les gouvernements réglementent et surveillent les établissements privés à but lucratif de soins de longue durée pour en assurer l'abordabilité et la qualité supérieure des services. Les gouvernements rendent responsables les établissements privés à but lucratif d'investir des fonds publics dans des soins de meilleure qualité afin de réduire les profits.

- Inégalités financières entre les utilisateurs de services de longue durée privés à but lucratif et ceux des services de soins de longue durée publics sans but lucratif (sans frais ou abordables)
- Inégalités au chapitre de la santé entre les utilisateurs de services de longue durée privés à but lucratif et ceux des services de soins de longue durée publics sans but lucratif (sans frais ou abordables)
- Taux de mortalité et d'hospitalisation des établissements de soins de longue durée privés à but lucratif
- Proportion membre du personnel et patient/résident dans les établissements de soins de longue durée privés à but lucratif
- Tendances au chapitre de la distribution de médicaments antipsychotiques dans les établissements de soins de santé de longue durée à but lucratif
- Frais mensuels moyens des établissements privés à but lucratif

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Soins des enfants et expériences en petite enfance</p>	<p>Les gouvernements ont une compréhension claire du rôle essentiel des soins des enfants, qu'ils s'agissent de soins subventionnés ou gratuits, en matière de développement économique, de réduction de la pauvreté et de promotion du bien-être financier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière de dépenses publiques en soins des enfants • Fardeau relatif aux soins des enfants, classé par sexe/genre (p. ex., préparation des repas et alimentation, soins, formation et éducation des enfants) • Nombre/pourcentage des parents/gardiens qui ont entrepris une formation ou un programme de formation (c.-à-d., recherche d'occasions de poursuivre des études supérieures) • Tendances en matière de revenu du ménage au fil du temps • Participation des femmes à la main-d'œuvre (particulièrement pour les familles avec de jeunes enfants) • Fossé des genres en ce qui a trait au revenu
	<p>Les gouvernements fournissent des subventions pour les soins des enfants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de familles qui rapportent avoir accès à des espaces sécuritaires de soins des enfants de qualité supérieure, fiables et pouvoir se les permettre; stratifiés par statut socioéconomique
	<p>Les gouvernements fournissent des crédits d'impôt et des prestations pour enfant (p. ex., allocation familiale).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tension financière perçue par les familles avec enfants de moins de 6 ans • Taux d'emploi chez les parents et gardiens (p. ex., stratifié par sexe, genre) • Impact évalué de la participation au programme sur le revenu annuel du ménage
	<p>Les gouvernements abordent les obstacles reliés au temps qui ne sont pas compatibles avec les horaires de travail des soignants (p. ex., mesures incitatives pour offrir des soins des enfants aux horaires flexibles et non standards).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Proportion de fournisseurs de soins des enfants qui offrent des horaires de soins abordables, de qualité supérieure non standards • Nombre/pourcentage de parents/gardiens dont l'horaire de travail n'est pas standard ou qui est imprévisible qui rapportent avoir trouvé des services de soins des enfants abordables, de qualité supérieure qui répondent à leurs besoins • Nombre moyen d'heures de travail (non) rémunérées par semaine, stratifié par sexe et genre

CIBLES – POLITIQUES 

STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 

EXEMPLES D'INDICATEURS 

Soins des enfants et expériences en petite enfance

Les gouvernements investissent en soins pour la petite enfance afin de favoriser la santé des enfants et leur développement et d'avoir des effets positifs à long terme sur l'avenir économique des enfants.

- Disponibilité de soins pour la petite enfance avec permis, de qualité supérieure par région (p. ex., région à faible revenu)
- Ratio membres du personnel et enfant
- Tendances en matière de résultat pour la petite enfance comme la résolution de problème, le développement du langage et l'autonomie (p. ex., stratifiées par statut socioéconomique et race/ethnicité)
- Perceptions des parents quant aux expériences des enfants pendant la petite enfance, comme la diète, l'affection parentale et l'environnement réconfortant (p. ex., stratifiées par statut d'immigrant)
- Nombre/pourcentage d'enfants qui vivent un modèle d'avantages cumulatifs au cours des premières années de leur vie
- Probabilité accrue que les enfants jouissent de meilleures conditions d'emploi et d'un meilleur revenu plus tard (p. ex., revenu familial)
- Amélioration du statut économique chez les enfants issus de contexte à faible revenu
- Mobilité intergénérationnelle de la distribution du revenu (c.-à-d., probabilité que l'enfant se retrouve dans le même quintile que ses parents)
- Transmission intergénérationnelle de la situation professionnelle
- Désavantages socioéconomiques intergénérationnels (p. ex., stratifiés par statut socioéconomique)

Les gouvernements établissent des normes d'abordabilité et de distribution de permis, et les font respecter, dans les centres de soins des enfants.

- Coût annuel moyen des soins des enfants
- Nombre/pourcentage de parents/gardiens qui dépensent plus de 10 % du revenu brut du ménage en frais de soins des enfants
- Nombre/pourcentage des parents/gardiens qui rapportent pouvoir choisir, ou non, de faire participer leurs enfants à des programmes de soins des enfants parce qu'ils sont abordables (p. ex., stratifiés par ménage à faible revenu)
- Perceptions des parents/gardiens quant à leur capacité à choisir s'ils veulent participer à la main-d'œuvre, stratifiées par sexe et par genre
- Accès à une norme élevée et uniforme de soins des enfants (p. ex., stratifié par statut socioéconomique et race/ethnicité)

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
Enseignement primaire et secondaire	<p>Les gouvernements financent un enseignement sans frais, de qualité supérieure abordable et l'offrent aux enfants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Schéma d'avantages cumulatifs dans la vie des enfants défavorisés qui vont à l'école • Occasions pour les enfants de jouir de meilleures possibilités d'obtenir des emplois bien rémunérés et stables plus tard (particulièrement pour les enfants issus de contextes défavorisés) • Occasions pour les enfants de jouir d'un meilleur bien-être financier alors qu'ils passent à l'âge adulte (particulièrement pour les enfants issus de contextes défavorisés)
	<p>Les gouvernements considèrent l'éducation comme un droit de la personne fondamentale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement dépense en éducation publique • Égalité-inégalité en matière d'accès à un enseignement de qualité supérieure (p. ex., stratifiée par contextes sociaux des enfants, identités et niveaux d'habileté) • Résultats éducationnels des enfants (p. ex., expériences éducatives, compétences cognitives, habiletés d'analyse; stratifiés par revenu familial/du ménage) • Nombre/pourcentage d'écoles disposant de programmes qui assurent les bases de connaissances financières et de capacité financière
	<p>Les gouvernements réglementent le système d'éducation pour en assurer les normes supérieures uniformes et l'équité en fonction du lieu.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Inégalités en matière d'éducation de qualité supérieure dans les circonscriptions scolaires • Financement d'école par circonscription scolaire • Nombre/pourcentage de personnel compétent dans les écoles (p. ex., dans les quartiers à faible revenu) • Taux de rotation des éducateurs (p. ex., stratifié par revenu du quartier) • Taux de rétention (p. ex., stratifié par revenu du quartier) • Ressources (p. ex., ordinateurs, livres) disponibles dans les écoles des quartiers à faible revenu et à revenu élevé

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
Enseignement et formation postsecondaires	<p>Les gouvernements offrent des subventions aux personnes à faible revenu pour qu'elles obtiennent des diplômes ou des certificats d'établissements d'enseignement et de formation postsecondaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de scolarité atteints parmi les personnes à faible revenu • Nombre/pourcentage de personnes à faible revenu qui disent se sentir encouragées et structurellement capables de poursuivre des études supérieures • Nombre/pourcentage de jeunes en placement familial qui participent à des programmes d'enseignement et de formation postsecondaires
	<p>Les gouvernements consolident les cadres de travail réglementaires et la capacité administrative afin de surveiller et de faire appliquer les normes à l'échelle du système d'enseignement/de formation postsecondaire pour faire en sorte que les frais sont abordables et que les services d'éducation sont de qualité supérieure.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'établissements d'enseignement et de formation postsecondaires conformes à la réglementation • Niveaux de dettes de prêt étudiant • Taux de diplomation d'études/de formation postsecondaires (p. ex., stratifié par statut socioéconomique ou race/ethnicité) • Nombre/pourcentage d'étudiants qui vivent une tension financière en raison des coûts liés à leur formation (p. ex., stratifiés par revenu du ménage) • Nombre/pourcentage d'étudiants qui contemplant la possibilité de quitter les établissements postsecondaires pour des motifs financiers • Taux d'abandon (p. ex., stratifié par statut socioéconomique et race/ethnicité)
Réseau de transport collectif	<p>Les gouvernements investissent dans l'infrastructure de transport intermodale afin d'améliorer la connectivité et la mobilité à l'intérieur des villes et entre elles, y compris le financement pour le secteur privé voulant améliorer le système de transport collectif.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière de bouchons de circulation • Tendances en matière d'accidents et de décès de piétons, de cyclistes et d'événements liés à la circulation • Nombre/pourcentage d'arrêts d'autobus, distribués par quartier • Taux de pollution atmosphérique, en fonction des quartiers au revenu élevé et faible • Taux de pollution par le bruit, en fonction des quartiers au revenu élevé et faible • Connectivité et densité du réseau de transport
	<p>Par le biais de mécanismes réglementaires, les gouvernements s'assurent que les services de transport collectif sont abordables, fiables, pratiques et qu'ils répondent aux besoins de personnes ayant des niveaux d'habileté divers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage du revenu du ménage dépensé en transport, par type de moyen de transport (p. ex., utilisation d'un véhicule privé, d'un transport actif ou du transport collectif) • Durée des déplacements selon les répondants, par type de moyen de transport • Taux d'achalandage du transport collectif • Nombre/pourcentage de personnes à faible revenu admissibles à une carte mensuelle pour le transport collectif • Perceptions de l'accessibilité au transport collectif parmi les personnes en situation de handicap



POINT D'ENTRÉE POUR AGIR

GOVERNEMENT (TOUS LES PALIERS)

Accorder la priorité aux politiques fondées sur la redistribution et de type universel

Créer et améliorer des politiques fondées sur l'équité qui redistribuent la richesse ou qui couvrent le spectre socioéconomique. De telles politiques avantagent considérablement les personnes défavorisées (p. ex., taxation progressive, revenu de base universel, augmentation de la rente de retraite minimale).

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Concentrations de privilège et d'iniquité</p>	<p>Les programmes et services gouvernementaux réduisent les droits des personnes et des familles déjà privilégiées (p. ex., avantages fiscaux pour les familles avec deux parents). Des initiatives font en sorte que les groupes les plus défavorisés ont accès aux mêmes prestations ou à des prestations supérieures que les groupes les moins défavorisés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Transmission intergénérationnelle de désavantage socioéconomique • Mobilité intergénérationnelle des revenus (p. ex., stratifiée par revenu familial) • Mobilité intergénérationnelle de l'éducation (p. ex., stratifiée par revenu familial) • Écart socioéconomique entre les familles monoparentales et celles biparentales
<p>Approches « ciblées » vs celles « proportionnelles » ou « ciblées dans les approches universelles »</p>	<p>Les gouvernements étudient les conséquences involontaires potentielles de politiques et de programmes ciblés (p. ex., stigmatisation et discrimination des bénéficiaires, impact limité sur les iniquités, accent restreint mis sur les effets des causes et sous-évaluation des politiques de solidarité en financement public) et passent à des approches « proportionnelles » ou « ciblées dans les approches universelles ».</p> <p>Les gouvernements et organismes utilisent une approche combinée de stratégies ciblées et universelles (universalisme proportionnel ou ciblé dans les approches universelles) pour obtenir une distribution équitable des avantages à tous les niveaux socioéconomiques, en fonction des besoins de la population.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Proportion de politiques et de programmes ciblés par rapport à ceux de nature universelle • Niveaux d'acceptation de l'imposition pour soutenir les politiques et programmes financés à l'aide des fonds publics • Nombre/pourcentage de contribuables qui acceptent que les impôts servent à soutenir la fourniture de services de transport collectif (p. ex., stratifiés par revenu du ménage) • Nombre de politiques et de programmes qui font référence à l'inclusion dans leur mission ou leurs buts • Proportion de politiques et de programmes qui définissent des plans pour aborder les causes structurelles de la tension financière et du mal-être financier • Proportion de politiques et de programmes qui mettent l'accent sur le rééquilibrage du pouvoir et des ressources

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Approches « ciblées » vs celles « proportionnelles » ou « ciblées dans les approches universelles »</p>	<p>Les gouvernements et organismes améliorent les prestations à tous les niveaux socioéconomiques afin qu'elles soient proportionnelles au niveau du désavantage (c.-à-d., approche d'universalisme proportionnel).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes dont le revenu provient de programmes d'aide sociale (p. ex., stratifiés par catégories de revenu du ménage) • Niveaux de pauvreté (p. ex., stratifiés par catégorie de revenu du ménage) • Tendances en matière d'inégalités socioéconomiques
	<p>Les gouvernements et organismes offrent des prestations supplémentaires aux personnes plus défavorisées (c.-à-d., ciblée dans une approche universelle).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Changements du nombre/pourcentage de bénéficiaires qui vivent sous le seuil de la pauvreté • Réductions de point de pourcentage en pauvreté pour les bénéficiaires du programme • Revenus issus de l'aide sociale (p. ex., parmi les groupes les plus défavorisés) • Part des personnes dont plus de la moitié du revenu est issue de programmes d'aide sociale (p. ex., stratifiée par catégories de revenu du ménage)
<p>Imposition progressive</p>	<p>Les gouvernements adoptent un système d'imposition progressive pour améliorer les politiques universelles et fondées sur l'équité et pour redistribuer les richesses afin de soutenir l'équité sanitaire, économique et sociale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Impôts payés par les plus fortunés • Tendances en matière de dépenses gouvernementales, particulièrement en protection sociale

POINT
D'ENTRÉE
POUR AGIR

GOVERNEMENT (TOUS LES PALIERS)

Offrir un financement durable aux programmes et aux services

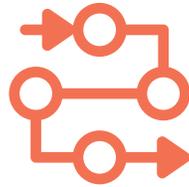
Assurer un soutien financier public continu pour soutenir le fonctionnement de l'infrastructure de service d'organismes et de gouvernements, et ce, en ciblant les domaines qui touchent, directement ou indirectement, les circonstances financières des gens.



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Services sociaux</p>	<p>Les gouvernements offrent un soutien financier constant aux initiatives pour en améliorer l'efficacité tout en s'assurant que les activités ne sont pas troublées et que les services sont offerts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de programmes de subventions relativement aux besoins de la population • Somme du financement gouvernemental par année
<p>Programmes de capacité financière (c.-à-d., attitude, connaissances, compétences et auto-efficacité à gérer l'argent au quotidien)</p>	<p>Les gouvernements offrent financements et lignes directrices aux programmes de capacité financière qui traduisent une approche holistique à la tension financière et au bien-être financier ainsi que la mise en application de principes axés sur l'utilisateur en ce qui a trait à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des initiatives.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de programmes de capacité financière qui utilisent des indicateurs de performance clés pour mesurer la réussite (p. ex., changement de la capacité financière des participants, autoévaluée ou mesurée) qui vont au-delà des priorités du bailleur de fonds (p. ex., taux de participation) et qui prennent en considération plusieurs aspects de la vie des gens • Nombre/pourcentage de programmes de capacité financière qui abordent les déterminants sociaux et structurels des circonstances financières des gens

CULTURE ORGANISATIONNELLE ET POLITIQUE

Ce domaine cible les processus qui ont trait à la réalisation et à la durabilité d'actions gouvernementales, organisationnelles et communautaires. Il doit prendre en considération la culture organisationnelle et les dynamiques du pouvoir.





POINT D'ENTRÉE POUR AGIR

CULTURE ORGANISATIONNELLE ET POLITIQUE

Simplifier l'accès aux prestations et aux services

Éliminer les obstacles et la bureaucratie qui limitent l'accès aux prestations, aux programmes et aux services, y compris les obstacles à la communication (p. ex., niveaux faibles de littératie), des contingences strictes (p. ex., travail obligatoire en échange de prestations sociales), des critères d'admissibilité restrictifs et des évaluations coûteuses (p. ex., pour avoir droit aux prestations d'invalidité).

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Compréhension qu'ont les gens des prestations, des programmes et des services</p>	<p>Les initiatives définissent les lacunes en matière d'information et de mauvaise connaissance des prestations, des programmes et des services, et les abordent, pour s'assurer que les groupes admissibles y accèdent lorsqu'ils en ont besoin.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de l'information relative aux prestations, aux programmes et aux services • Degrés de difficulté perçus pour accéder à l'information relative aux prestations, aux programmes et aux services • Nombre/pourcentage d'initiatives qui utilisent des formats et des modes différents (p. ex., brochures, publicités télévisées, médias sociaux) pour présenter l'information relative aux prestations, aux programmes et aux services • Nombre/pourcentage de personnes admissibles qui sont au courant des prestations, des programmes et des services
	<p>Les initiatives s'assurent que l'information relative aux prestations, aux programmes et aux services est facilement disponible, et ce, dans les langues pertinentes selon la population et le contexte.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de la documentation informative en diverses langues, appropriée pour les populations ciblées par les prestations, programmes et services • Proportion du personnel qui affirme que leurs organismes ont recours à des services linguistiques pour mieux aider leurs clients • Inégalités dans la réalisation des résultats qui intéressent les personnes provenant de contextes linguistiques divers • Niveaux d'inscription aux prestations, aux programmes et aux services
	<p>Les initiatives prennent en considération les niveaux de littératie et de capacités linguistiques afin d'améliorer l'accessibilité à l'information relative aux politiques et aux prestations d'aide sociale, en mettant l'accent sur les locuteurs non natifs et les personnes ayant un faible niveau d'instruction.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de l'information relative aux prestations, aux programmes et aux services écrite en langage clair (p. ex., niveau de lecture équivalent à la 8e année ou inférieur) • Proportion d'initiatives qui utilisent des ressources visuelles (lorsqu'approprié) dans la documentation informative
<p>Stigmatisation et discrimination dans l'accès aux prestations et aux services</p>	<p>Les initiatives révisent leurs programmes et stratégies de communication contenant des bénéficiaires classés involontairement : ceux méritant ou ne méritant pas le soutien payé par les contribuables.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Comportement demandant de l'aide parmi les groupes admissibles (p. ex., stratifié par âge, sexe, genre et statut de migration) • Nombre/pourcentage de groupes admissibles qui rapportent une peur d'être stigmatisés pour avoir demandé de l'aide (p. ex., stratifiés par âge, sexe, genre et statut de migration) • Taux de recours aux prestations et aux services en fonction du degré de besoin • Tendances des besoins non satisfaits au fil du temps • Taux de participation parmi ceux et celles qui sont admissibles

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
Critères d'admissibilité aux programmes d'aide sociale	<p>Les initiatives éliminent les critères d'admissibilité restrictifs ou complexes (p. ex., nécessité de satisfaire à tous les critères pour devenir admissible)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de recours parmi les groupes admissibles
	<p>Les initiatives éliminent les processus de demande (p. ex., demander une documentation complète) et les procédures d'adhésion complexes. Par le biais d'une coordination entre les services, les initiatives mettent en œuvre des points d'accès uniques pour intégrer entièrement les services d'aide sociale et offrir un service d'aide à la déclaration fiscale pour assurer l'admissibilité aux programmes et services fédéraux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes admissibles qui disent avoir besoin d'aide pour naviguer le processus de demande (p. ex., aide en personne) • Disponibilité de sites Web complets avec accès aux services sociaux • Nombre/pourcentage de personnes admissibles qui sont d'avis que le processus de demande (en personne, en ligne ou par téléphone) est simple et rapide • Taux de recours aux programmes d'aide sociale en fonction du besoin • Nombre/pourcentage de personnes admissibles qui reçoivent de l'aide pour soumettre leur déclaration fiscale
	<p>Les gouvernements s'assurent que les services qui participent à l'offre d'aide sociale ont une compréhension commune des processus de demande et d'évaluation, qu'ils utilisent les mêmes lignes directrices explicites, claires pour définir l'admissibilité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Perceptions des demandeurs des critères cohérents, ou non, dans tous les secteurs gouvernementaux • Taux de demande d'appel et de réexamen pour approbation de la prestation
	<p>Les gouvernements adaptent les protocoles et critères d'admissibilité à l'aide sociale pour (i) reconnaître la réalité des diverses organisations familiales (p. ex., personne sans emploi qui ne vit pas avec ses enfants, mais qui est responsable de leur fournir la nourriture) et (ii) réagir aux changements démographiques et aux relations sociales entre les individus et familles et au sein de ces relations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui n'ont pas peur que des changements dans leur vie compromettent leur admissibilité au programme • Nombre/pourcentage de personnes qui ont l'impression que la transition vers d'autres prestations (au besoin) se déroule doucement • Degré d'accord avec l'énoncé selon lequel l'information significative au sujet des prestations est facile d'accès

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Conception d'une aide sociale aidante</p>	<p>Les gouvernements structurent l'aide sociale pour permettre aux personnes de sortir de manière durable et à long terme d'une pauvreté enracinée ou d'un désavantage socioéconomique persistant.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de bénéficiaires d'aide sociale qui sortent du programme d'aide sociale de soutien • Nombre/pourcentage d'anciens bénéficiaires d'aide sociale qui demandent à nouveau à recevoir des prestations • Insécurité alimentaire • Nombre/pourcentage de bénéficiaires d'aide sociale qui trouvent des emplois durables, appropriés et justement rémunérés
	<p>Les initiatives abordent les causes sous-jacentes de la tension financière, soutenant les personnes et les familles qui, autrement, compteraient grandement sur les prestations gouvernementales pendant longtemps (c.-à-d., les effets positifs de l'aide sociale sur le bien-être financier vont bien au-delà de la période au cours de laquelle les gens participent aux programmes).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui ont l'impression que leur situation financière s'aggrave • Niveaux de tension financière (p. ex., stratifiés par sexe, genre, race/ethnicité ou revenu du ménage) • Niveaux de pauvreté
<p>Intégration des programmes d'aide sociale aux autres soutiens sociaux</p>	<p>Les gouvernements abordent les obstacles structurels (p. ex., non-disponibilité de garderies abordables ou gratuites, pénuries d'emploi continues).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de stress chez les bénéficiaires • Sécurité alimentaire • Sécurité en matière d'électricité

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Provisions et pénalités pour recevoir de l'aide sociale</p>	<p>Les gouvernements utilisent des exigences éclairées par les données probantes quant à la participation au système de protection sociale. Par exemple, ils s'en remettent à des rapports fondés sur les données probantes pour évaluer comment la conditionnalité de l'aide sociale influence l'efficacité et la création de liens avec les bénéficiaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives qui se réfèrent aux données et aux statistiques dans le cadre de leur raisonnement pour leur champ d'activité et leurs exigences • Nombre/pourcentage d'initiatives qui discutent de l'efficacité en ce qui a trait à la conditionnalité de l'aide sociale
	<p>Les gouvernements révisent les conditions qui pénalisent les bénéficiaires sous forme de déductions sur leurs paiements d'aide sociale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Statut des prestations d'aide sociale par rapport aux récupérations • Tendances en matière de revenus d'aide sociale en ce qui a trait aux changements de circonstances des bénéficiaires quant à leur emploi et aux circonstances de leur vie
	<p>Les gouvernements éliminent les exigences d'aide sociale qui pourraient forcer les bénéficiaires à accepter des emplois saisonniers ou à temps partiel avec des horaires incertains et à faible rémunération afin de continuer à recevoir des prestations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de bénéficiaires d'aide sociale ayant un emploi non protégé ou précaire
	<p>Les gouvernements abordent les obligations contractuelles de l'aide sociale qui imposent des charges financières et temporelles aux bénéficiaires (p. ex., rencontrer des quotas de demandes d'emploi minimaux et se présenter à des rendez-vous réguliers).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de peur, de stress et de tension chez les bénéficiaires d'aide sociale • Temps et coût moyens déployés par les bénéficiaires pour satisfaire aux exigences • Fardeau perçu du programme chez les bénéficiaires
	<p>Les gouvernements réévaluent l'imposition de limites de temps sur les prestations et les exigences de bénévolat obligatoire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité des personnes à faire la transition vers la population active (p. ex., avant et après l'élimination des restrictions et des exigences)
	<p>Les gouvernements retirent les pénalités fondées sur l'austérité pour non-conformité, lesquelles touchent de manière disproportionnée les populations les plus défavorisées (p. ex., parents monoparentaux, personnes en situation de handicap, groupes racialisés). Les gouvernements éliminent les exigences strictes et irréalistes pour l'aide sociale qui se sont avérées contre-productives pour la transition vers le marché de l'emploi rémunéré (p. ex., exigences en matière de travail dans les communautés rurales et éloignées où il y a pénurie d'emplois).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de prestations révoquées pour défaut de satisfaire aux conditions relatives à l'aide sociale • Niveaux de pauvreté parmi les personnes à charge des bénéficiaires (p. ex., enfants de parents/gardiens sans emploi) • Pourcentage d'enfants de bénéficiaires qui vivent une chute des taux de pauvreté • Perceptions du personnel de l'effet de la fin des obligations des bénéficiaires (p. ex., stratifiées par type de programme)

POINT
D'ENTRÉE
POUR AGIR

CULTURE ORGANISATIONNELLE ET POLITIQUE

Budgéter pour le bien-être

Créer des budgets qui accordent la priorité au bien-être humain à long terme plutôt qu'aux résultats financiers uniquement (p. ex., budgets équilibrés par le biais de mesures d'austérité qui ont un impact négatif sur la santé et le bien-être général).



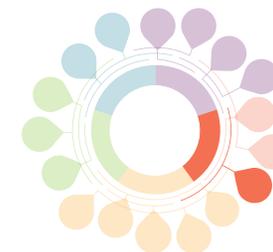
CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
Indicateurs de bien-être	Les initiatives intègrent des mesures reproductibles et simples, du bien-être (p. ex., bonheur) et des outils fiables dans leur processus décisionnel, notamment la définition des priorités et des actions ainsi que la planification du budget pour le bien-être.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives qui comprennent que la réussite économique va au-delà de la richesse personnelle et comprend la santé ainsi que le bien-être • Nombre/pourcentage d'initiatives qui utilisent des mesures du bien-être, comme la satisfaction de vivre autodéclarée, la qualité de vie, la confiance à l'égard du gouvernement et l'engagement communautaire
Bien-être dans l'élaboration de politiques	Les gouvernements reconnaissent le bien-être comme un aspect clé du bien-être sociétal global et font de l'amélioration du bien-être au niveau de la population un objectif des politiques publiques.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives qui définissent des améliorations aux circonstances financières individuelles comme étant une priorité • Taux de bien-être global au niveau de la population
	Les gouvernements utilisent les données probantes sur le bien-être dans l'élaboration des politiques.	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité des dépenses publiques en ce qui a trait aux résultats de bien-être global
	Les initiatives élaborent des politiques économiques qui ciblent le bien-être collectif et qui prennent en considération les impacts sociaux ainsi que les coûts sociétaux élevés de mal-être global.	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de bien-être global • Tendances de l'incidence ou de la prévalence des résultats au chapitre de la santé et du bien-être
Budgets limités	Les initiatives adoptent des moyens novateurs de composer avec les déficits budgétaires pour éviter les coupures dans la portée et la qualité des services rendus.	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances au chapitre des écarts socioéconomiques • Tendances au chapitre des inégalités en santé • Tendances au chapitre du bien-être financier des bénéficiaires en ce qui a trait aux enjeux budgétaires de l'initiative

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Rajustement des prestations</p>	<p>Les initiatives font en sorte que les paiements d'aide sociale couvrent davantage que les niveaux de subsistance de base et rendent compte des ajustements aux réductions de pouvoir d'achat des salaires et à l'augmentation du coût de la vie local.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de bénéficiaires qui sortent de la pauvreté • Revenu du ménage médian des bénéficiaires • Perceptions des bénéficiaires à l'égard des prestations ajustées à un salaire décent • Niveaux globaux de bien-être et de bien-être financier chez les bénéficiaires (p. ex., avant et après le rajustement des prestations) • Écarts en matière de pauvreté entre les bénéficiaires et ceux qui ne le sont pas (soit les personnes mieux nanties) • Écarts en matière de santé entre les bénéficiaires et ceux qui ne le sont pas (soit les personnes mieux nanties) • Insécurité alimentaire du ménage • Effets du soutien financier accru sur la demande pour les programmes
<p>Filet de sécurité fondé sur les transferts en espèces</p>	<p>Les prestations en espèces (p. ex., paiements de soutien au revenu pour chômage ou congé parental) remplacent les prestations sous une autre forme (p. ex., bons alimentaires ou cartes de débit sans argent comptant) afin de soutenir le bien-être.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Volatilité du revenu • Sentiment individuel de contrôle financier • Perception individuelle de la capacité de payer les factures à temps • Perception individuelle de l'effet/impact des prestations en espèces • Perceptions des bénéficiaires quant à leur capacité à gérer leur propre argent, à couvrir les dépenses irrégulières et imprévues et effectuer des achats à leur guise et avec dignité

CULTURE ORGANISATIONNELLE ET POLITIQUE

Évaluer et mesurer les impacts à long terme

Utiliser les mesures du bien-être humain pour comprendre les effets à long terme des politiques, des programmes et des services (p. ex., impact social). Adopter une approche à long terme de l'évaluation (p. ex., analyse coûts-avantages).



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Résultats à long terme</p>	<p>Les initiatives vont au-delà de l'analyse des résultats à court et à moyen terme afin d'inclure également les impacts à long terme (p. ex., au cours des quatre années ou plus après le mandat des gouvernements actuels).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de gouvernements ou d'organismes dotés de protocoles qui déterminent comment utiliser les mesures pour évaluer les résultats à long terme, et quelles mesures choisir pour y arriver
	<p>Les initiatives évaluent les bienfaits à long terme transmis aux individus et à la société; pour ce faire, elles examinent l'amplitude et la portée des effets des actions sur les conditions de vie, l'état de santé ainsi que les niveaux de bien-être des personnes et de la population.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Indice de bonheur national brut (p. ex., avant et après la mise en œuvre d'initiatives fédérales) • Niveaux de satisfaction de vivre (p. ex., avant et après la mise en œuvre d'une initiative) • État de santé autodéclaré (p. ex., avant et après la mise en œuvre d'une initiative) • Tendances au chapitre des hospitalisations évitables (p. ex., stratifiées par statut socioéconomique ou race/ethnicité) • Tendances au chapitre des taux de prévalence d'abus de substances • Revenu médian net des ménages (p. ex., avant et après la mise en œuvre d'une initiative)
<p>Collecte de données</p>	<p>Les initiatives utilisent des données administratives ordinaires, fiables pour l'évaluation, au besoin.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de gouvernements ou d'organismes qui publient des rapports contenant des statistiques actuelles • Nombre/pourcentage de gouvernements ou d'organismes qui rapportent des liens entre les facteurs socioéconomiques et culturels et la tension financière ou le bien-être financier
	<p>Les initiatives s'assurent (i) que des systèmes de collecte de données modernisés et des procédures de lien sont en place et (ii) que les données sont à jour et peuvent être reliées à d'autres bases de données.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de nouvelles bases de données, de bases de données en cours ou régulières • Disponibilité de données qualitatives afin de mettre les statistiques en contexte
	<p>Les données démographiques et socioéconomiques pertinentes et complètes (p. ex., race, sexe, genre, statut socioéconomique, statut d'immigration) sont recueillies régulièrement afin de permettre une analyse stratifiée dans le but de mieux comprendre les besoins des divers groupes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de collecte de données systématique qui catégorise les identités et les contextes • Nombre/pourcentage de gouvernements ou d'organismes qui présentent des analyses de données stratifiées ou ciblées

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
Mesure des impacts différentiels	<p>Les initiatives réalisent des analyses stratifiées afin de déterminer les impacts différentiels à long terme (amplitude et direction) parmi les groupes de population dans le but de minimiser les inégalités sociales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de gouvernements ou d'organismes qui rapportent des inégalités sociales (p. ex., en ordre décroissant – des groupes les plus défavorisés à ceux qui le sont le moins) • Nombre/pourcentage de gouvernements et d'organismes qui se réfèrent à des rapports sur les inégalités à jour et fondés sur les données probantes dans leur processus décisionnel
	<p>Les initiatives simplifient les méthodes d'évaluation et publient des protocoles qui soutiennent la reproductibilité et la comparabilité entre les compétences et au fil du temps.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives dotées de lignes directrices détaillées qui décrivent leurs méthodes d'évaluation • Nombre/pourcentage d'initiatives dotées de protocoles à accès ouvert ou autrement mis à la disponibilité du public
Allocation du financement	<p>Les initiatives réservent du budget et des ressources, y compris pour le personnel et la formation, afin de réaliser des évaluations à long terme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de membres du personnel en accord avec l'énoncé voulant que des évaluations à long terme se déroulent au moment où elles sont attendues • Nombre/pourcentage de membres du personnel qui rapportent que les initiatives mettent en application les résultats de l'évaluation quant aux impacts à long terme afin de perfectionner les activités
Évaluation des impacts à long terme afin de guider le financement futur	<p>Les initiatives d'efficacité soutiennent la définition de priorités en matière de financement et de prise de décision lorsqu'il est question de l'allocation du financement (p. ex., dépenses budgétaires ou priorités).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de rapports qui présentent une analyse de pondération des coûts d'investissement et les retours potentiels ou la valeur pour la société (p. ex., augmentation de l'assiette fiscale) • Nombre/pourcentage d'initiatives qui utilisent des données probantes à long terme ou en matière d'efficacité pour l'allocation budgétaire, particulièrement en prenant en considération la réduction des dépenses • Perceptions des parties prenantes quant à la clarté et la quantité suffisante d'information contenue dans les rapports d'efficacité des initiatives afin de rendre viables les évaluations indépendantes et essentielles • Perceptions des parties prenantes quant à la transparence des données (p. ex., au sein des organismes et des gouvernements)
	<p>Les gouvernements accordent la priorité à l'utilisation de mesures simples (p. ex., taux de retour sur chaque dollar investi dans l'initiative) afin d'évaluer les impacts à long terme et de soutenir la négociation du budget, notamment la prise de décision éclairée sur le nombre de ressources à affecter, la durée et l'emplacement de l'affectation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'initiatives contenant des mesures économiques faciles à calculer et à interpréter relativement aux impacts à long terme • Disponibilité des rapports pour les tiers

CONTEXTE SOCIOÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Ce domaine cible les actions sociales et politiques. Il comprend les changements au paysage politique et communautaire qui, réunis, façonnent la disponibilité des ressources, des possibilités de réduction de la pauvreté, des possibilités de croissance de la classe moyenne et des améliorations dans la distribution du pouvoir au niveau sociétal.



CONTEXTE SOCIOÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Élargir l'accès aux services et aux produits financiers

Améliorer l'accès à des services et à des produits financiers – conventionnels ou non – qui sont inclusifs, appropriés sur le plan culturel, abordables (p. ex., peu de frais ou sans frais), souples quant aux contrats et aux transactions et réceptifs aux besoins et aux circonstances des gens. Simplifier l'accès à l'information au sujet des services et des produits financiers conventionnels et de rechange.



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Inclusion financière (c.-à-d., accès au système et aux établissements financiers formels)</p>	<p>Les initiatives aident les personnes non bancarisées ou sous bancarisées à participer aux services bancaires courants par le biais desquels les personnes peuvent échanger ou déposer des chèques, économiser en sécurité et accéder à leur argent.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes non bancarisées ou sous bancarisées • Tendances en matière de détention de compte de banque • Accès accru aux services de base (p. ex., chauffage et eau) parmi les personnes préalablement non bancarisées ou sous bancarisées • Meilleures chances d'obtenir un emploi parmi les personnes qui ont récemment eu accès aux services bancaires courants • Nombre/pourcentage de personnes qui reçoivent leurs paiements de prestations d'aide sociale sous forme électronique
	<p>Les initiatives mettent l'accent sur le fait d'aider les gens à établir leur cote de crédit, à accéder à des prêts spécialisés (p. ex., pour devenir propriétaire immobilier), à améliorer leur capacité à économiser en offrant des produits et des services bancaires sans frais ou à faible coût, de l'épargne à contrepartie ou des conseils financiers et soutenir l'accumulation de richesse.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de participants qui ont établi une cote de crédit pour la première fois à la fin du programme • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent une amélioration de leur cote de crédit • Nombre/pourcentage de personnes à faible revenu qui ont demandé un prêt spécialisé et qui l'ont obtenu • Taux d'économie personnelle annuelle • Augmentation de l'économie moyenne par personne, particulièrement parmi les individus à faible revenu, tout en étant en mesure de remplir leurs autres obligations financières • Nombre élevé/proportion élevée de personnes qui bénéficient de conseils financiers de qualité supérieure en ligne ou en personne
	<p>Les initiatives favorisent un accès juste au secteur financier et offrent des produits et des services novateurs, adaptés aux personnes non bancarisées et sous-bancarisées qui sont souvent perçues comme étant des clients trop à risque et moins rentables.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de produits et de services bancaires novateurs et abordables ou sans frais • Accès à des produits et à des services novateurs et abordables ou sans frais • Nombre/pourcentage de personnes sous-bancarisées, à faible revenu qui sont d'accord avec l'énoncé selon lequel les produits et services bancaires répondent à leurs besoins particuliers et à leurs buts à court et à long terme • Nombre/pourcentage de personnes à faible revenu ayant accès à des produits et à des services bancaires sans frais

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Inclusion financière (c.-à-d., accès au système et aux établissements financiers formels)</p>	<p>Les initiatives sont multidimensionnelles et sensibles aux valeurs et aux besoins particuliers des divers groupes, selon le contexte social des personnes et leur identité, au lieu d'adopter des approches uniques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilités de produits et de services bancaires abordables ou sans frais (p. ex., par territoire) • Nombre/pourcentage de clients qui rapportent que leurs services bancaires s'adaptent à leurs valeurs et à leurs besoins particuliers (p. ex., selon leur statut socioéconomique ou les circonstances de leur vie) • Nombre/pourcentage de personnes qui affirment pouvoir trouver facilement des produits et des services bancaires qui répondent à leurs besoins, et y accéder tout aussi facilement
	<p>Les initiatives élargissent leurs offres de services financiers au sein de collectivités de populations défavorisées ciblées, où les institutions bancaires sont limitées et celles qui permettent d'obtenir de l'argent rapidement, courantes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Distance jusqu'aux institutions bancaires pour les populations cibles • Nombre/emplacements d'institutions bancaires dans une région donnée relativement à la distribution des besoins de services de la population
	<p>Les initiatives donnent de l'information exacte quant aux produits et services bancaires disponibles à grande échelle et gratuits, accessibles et faciles à lire et à comprendre par les personnes à faible littératie en français ou en anglais (autres langues officielles) ou peu exposées à des services bancaires et financiers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives qui utilisent l'infographie (ou d'autres moyens visuels) dans leur documentation informative afin d'appuyer la communication facile et claire d'un sujet • Disponibilité de documents par divers canaux médiatiques (p. ex., magazines, sites Web, panneaux publicitaires, brochures, médias sociaux) • Nombre/pourcentage d'initiatives qui adoptent la communication inclusive à l'aide du langage et du format (p. ex., taille de police adéquate pour les personnes souffrant d'une déficience visuelle et recours au langage clair)

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Produits et services financiers traditionnels (formels), semi-formels et informels</p>	<p>Les initiatives reconnaissent que les stratégies d'inclusion financière (c.-à-d., accès à des produits et services financiers formels) peuvent avoir un impact positif ou négatif sur la situation financière d'une personne, qui peuvent varier selon les structures (c.-à-d., produits financiers) et les établissements (c.-à-d., politiques, programmes et services) du secteur financier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des avantages et désavantages du système financier formel • Accès perçu à des produits et à des services financiers abordables ou sans frais au sein du système financier formel (p. ex., chez les personnes défavorisées)
	<p>Les initiatives prennent en considération les conséquences involontaires possibles des stratégies d'inclusion officielles (c.-à-d., accès à des produits et à des services financiers formels), comme aborder la question de l'endettement tout en établissant son crédit ou accorder la priorité à l'économie plutôt qu'aux besoins urgents ou de base, ce qui peut mener, notamment, au recours à des prêts d'encaissement rapide ou à l'emprunt auprès de membres de la famille ou d'amis. Les initiatives ajustent les stratégies pour protéger les groupes défavorisés qui utilisent les produits et services financiers formels contre l'adoption de comportements financiers risqués.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui ont demandé une extension pour le remboursement • Nombre/pourcentage de personnes qui n'ont pas réussi à effectuer leurs paiements de prêt à l'échéance • Nombre/pourcentage de personnes qui ont contracté des prêts pour rembourser des prêts existants • Niveau de difficulté perçu pour gérer les dettes
	<p>Les initiatives visent à aider à définir les options les plus abordables, les plus fiables comptant le moins de conditions, qui répondent aux valeurs, aux besoins et aux objectifs financiers de chaque personne par le biais de services bancaires traditionnels ou de produits et services financiers semi-formels ou informels.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de confiance financière (p. ex., chez les groupes défavorisés) • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent une facilité à trouver les produits et services financiers dont ils ont besoin parmi les systèmes financiers formels, semi-formels et informels, qui soutiennent leur sécurité financière (p. ex., stratifiés par niveaux de privation)
	<p>Les initiatives reconnaissent que des marchés financiers semi-formels et informels (p. ex., emprunt auprès de prêteurs et d'amis) peuvent convenir aux normes socioculturelles locales et aux circonstances de la vie d'une personne. Elles reconnaissent que des produits et des services financiers semi-formels et informels (non-abusifs) peuvent offrir de la souplesse en ce qui a trait aux transactions et aux contrats et peuvent offrir des options fiables, sans frais ou à faible coût aux personnes dont les besoins sont complexes. Ils peuvent constituer des solutions de rechange viables pour certains groupes de personnes (p. ex., celles à faible revenu) pour atteindre un bien-être financier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Information disponible, accessible, exacte et pertinente au sujet des pratiques, des produits et des services financiers semi-formels et informels • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent leur confiance à évaluer les avantages et désavantages du système bancaire non traditionnel (p. ex., chez les groupes défavorisés) • Nombre/pourcentage de personnes défavorisées qui affirment que les produits et services financiers semi-formels et informels répondent mieux à leurs besoins • Disponibilité et accessibilité perçue des mécanismes permettant aux personnes de rapporter des pratiques abusives et d'exploitation financière et d'obtenir une réparation en temps opportun

CIBLES – POLITIQUES 

STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 

EXEMPLES D'INDICATEURS 

Programmes de littératie financière (c.-à-d., connaissance et compétences) et de capacité financière (c.-à-d., attitude, connaissance, compétences et efficacité à gérer l'argent au quotidien)

En prenant en considération les valeurs, besoins et facteurs contextuels en matière de finances des gens, les initiatives aident à l'acquisition de connaissances relativement aux systèmes financiers, aux établissements, aux produits, aux services et aux finances des ménages ainsi qu'au perfectionnement de compétence pour permettre aux gens de naviguer les services et programmes financiers.

Sur la base de stratégies en littératie financière, les initiatives soutiennent l'adoption d'attitudes et de comportements positifs lorsqu'il est question d'économiser, d'emprunter, de dépenser et de planifier afin de mieux éclairer le processus décisionnel des gens et de le simplifier.

- Disponibilité de programmes de littératie financière en personne (sur place ou de manière virtuelle)
- Disponibilité de programmes de littératie financière en ligne
- Accès aux programmes de littératie financière (p. ex., à toutes les personnes de la collectivité)
- Disponibilité de programmes de littératie financière gratuits ou à faible coût
- Connaissances en matière de systèmes, d'établissements, de produits, de services financiers et de gestion de l'argent
- Nombre/pourcentage de personnes qui savent où trouver de l'information exacte, pertinente lorsqu'elles en ont besoin pour appuyer leurs décisions au chapitre des finances
- Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent magasiner et pouvoir envisager plusieurs possibilités avant de prendre une décision en matière de finances

- Disponibilité de programmes de capacité financière sans frais ou à faible coût en personne (ou en ligne)
- Perceptions des gens du degré de difficulté relativement à l'accès à des programmes de capacité financière (p. ex., stratifiées par statut socioéconomique)
- Nombre/pourcentage de personnes adoptant une attitude positive à l'égard de l'économie avant et après avoir participé à des programmes d'éducation financière
- Nombre/pourcentage d'éducateurs et de spécialistes en finances qui rapportent que les participants ont développé une attitude négative à l'égard de l'emprunt risqué
- Confiance à l'égard des connaissances et des compétences relativement à la gestion quotidienne de l'argent
- Nombre/pourcentage de personnes dont les besoins de base sont comblés qui rapportent respecter leur budget (p. ex., stratifiés selon l'âge et le statut socioéconomique)
- Capacité perçue à s'acquitter des obligations financières et combler les besoins quotidiens
- Nombre/pourcentage de personnes qui affirment qu'elles réfléchissent afin de dépenser leur argent soigneusement et qui prennent des décisions financières éclairées (p. ex., stratifiés selon le genre, le sexe et l'âge)

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Programmes de littératie financière (c.-à-d., connaissance et compétences) et de capacité financière (c.-à-d., attitude, connaissance, compétences et efficacité à gérer l'argent au quotidien)</p>	<p>Les initiatives prennent en considération le contexte qui limite les gens lorsqu'il est question de prendre des décisions au sujet de la gestion de l'argent, ou qui leur permet de le faire (p. ex., revenu insuffisant pour couvrir les dépenses de base) et elles agissent pour le bien des personnes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Perception des personnes lorsqu'il est question d'être entendues et respectées par les spécialistes financiers quant à leurs inquiétudes et besoins • Nombre/pourcentage de personnes qui ont eu l'impression que les spécialistes financiers ont élaboré des stratégies qui répondent à leurs besoins et qui respectent leurs valeurs • Nombre/pourcentage d'éducateurs et de spécialistes financiers qui affirment offrir une direction et une information financières personnalisées en fonction des circonstances de la vie des personnes et de leur trajectoire • Degré d'accord avec l'énoncé selon lequel les étapes personnalisées définies pour améliorer la littératie et la compétence financières sont réalistes et réalisables
	<p>Les initiatives aident les personnes à prendre des décisions éclairées pour déterminer les produits et services financiers qui reflètent leurs valeurs, qui répondent à leurs besoins et qui soutiennent leurs objectifs à court et à long terme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui affirment savoir où trouver de l'information financière appropriée, pertinente et exacte ainsi que des conseils afin de prendre des décisions en matière de finances • Perceptions des personnes quant à la difficulté à trouver des produits et des services financiers qui répondent à leurs besoins et qui reflètent leurs valeurs
	<p>Les initiatives aident les personnes à trouver des solutions de rechange au recours à des pratiques financières courantes, mais abusives (p. ex., prêteurs le jour de la paie ou services d'encaissement de chèques).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes confiantes en leurs connaissances et compétences financières pour déterminer et éviter les produits et services financiers abusifs • Nombre/pourcentage de personnes qui disent comprendre les signes avant-coureurs d'exploitation financière
	<p>Les initiatives offrent de l'information, des ressources et des outils indépendants quant aux produits et aux services formels, semi-formels et informels.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'éducateurs et de spécialistes financiers qui disent offrir du contenu/des sessions dédiés aux programmes et aux services financiers informels et semi-formels • Nombre/pourcentage de participants au programme de littératie et de capacité financières qui se sentent désormais bien informés des faits et des concepts financiers (c.-à-d., meilleures connaissances financières) • Nombre/pourcentage de participants au programme de littératie et de capacité financières qui se disent bien informés pour trouver des ressources financières, les comprendre et agir en fonction de celles-ci (c.-à-d., meilleures compétences financières)

CONTEXTE SOCIOÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Consolider la sécurité en matière d'emploi (revenu et avantages)

Améliorer l'accès à des emplois stables, bien rémunérés et réglementés avec régimes d'avantages sociaux pour tous les travailleurs.



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Stabilité de l'emploi</p>	<p>Les gouvernements et des parties prenantes (p. ex., groupes de l'industrie et de défense) abordent les changements relatifs à la nature de l'emploi (en raison de l'économie à la tâche et de l'automatisation) et au statut de l'emploi (p. ex., travail saisonnier).</p> <p>Les politiques et programmes assurent des conditions d'emploi et des pratiques de travail stables, inclusives et qui soutiennent la génération de richesse, de santé et de bien-être général.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité d'emploi (p. ex., pour les personnes qui ont des ententes de travail précaire) Nombre/pourcentage de travailleurs qui ont obtenu un emploi à temps plein (p. ex., stratifiés par âge ou statut socioéconomique) Nombre/pourcentage de travailleurs qui affirment être prospères sur le plan financier et qui jouissent d'une croissance économique Nombre/pourcentage de travailleurs surqualifiés pour leur emploi (p. ex., stratifiés par race/ethnicité) Disponibilité d'occasions de promotion et d'avancement professionnel (p. ex., stratifiée par sexe, genre, orientation sexuelle et race/ethnicité) Accommodement aux exigences d'employées qui allaitent en milieu de travail Nombre/pourcentage de congédiements pour avoir échoué à performer en raison de l'âge ou du handicap de l'employé (c.-à-d., là où aucune protection légale n'existe)
<p>Sécurité du revenu</p>	<p>Les gouvernements et organismes élaborent des stratégies pour prévenir et aborder les conséquences de la volatilité du revenu associée aux récessions économiques, au déclin d'ententes d'emploi contractuel stable, d'augmentation des taux de chômage ou de sous-emploi et de diminution d'aide financière par le biais de programmes d'aide sociale.</p> <p>Les initiatives abordent le manque d'accès à un revenu suffisant et continu par le biais d'occasions d'enseignement et de formation professionnelle, l'augmentation des prestations en espèces pour l'aide sociale, l'élimination d'exigences pour participer aux programmes d'aide sociale et un meilleur accès à des produits et à des services financiers fiables, abordables, y compris les prêts spécialisés, sans frais ou à faible coût.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre/pourcentage de programmes et de prestations en place pour élargir leur auditoire, y compris les groupes de population qui en ont besoin et qui n'étaient pas ciblés préalablement Disponibilité de nouveaux soutiens et de nouvelles prestations pour les groupes ciblés dont les besoins sont élevés et complexes Accès aux soutiens au revenu (p. ex., chez les travailleurs d'emploi précaire ou personnes en âge de travailler qui ne font pas partie de la main-d'œuvre) Sécurité du revenu (p. ex., chez les travailleurs ayant un emploi précaire et les personnes en âge de travailler qui ne font pas partie de la main-d'œuvre) Variabilité haute/basse du revenu autodéclaré Nombre/pourcentage de personnes à faible revenu qui s'inscrivent à des cours de formation sans frais ou à faible coût Tendances en matière de niveau d'éducation le plus élevé obtenu chez les adultes Disponibilité de produits et de services financiers fiables et abordables (p. ex., pour les personnes à faible revenu) Disponibilité d'aide sous forme d'espèces Capacité perçue à pourvoir pour sa famille et soi-même Capacité perçue à couvrir les besoins de base et à bénéficier d'une stabilité économique (p. ex., chez les individus et familles à faible revenu) Nombre/pourcentage de personnes qui affirment avoir encore de l'argent après avoir comblé les besoins de base

CONTEXTE SOCIOÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Améliorer la qualité de l'éducation

Simplifier l'accès à l'éducation et à la formation pour améliorer les perspectives de revenu à long terme pour les gens.



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Éducation et formation</p>	<p>Les initiatives abordent les besoins en matière d'éducation et de formation des personnes qui ne possèdent pas de certificat ni de diplôme dans le but d'améliorer leur employabilité, leurs chances d'obtenir de meilleurs emplois avec un salaire supérieur et le pouvoir de négocier leurs conditions de travail.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de dépendance aux soutiens offerts par les gouvernements et organismes • Durée moyenne de suivi du programme • Désavantages nombreux et complexes vécus parmi les générations et d'une génération à l'autre • Nombre/pourcentage d'adultes qui obtiennent leur premier diplôme ou certificat • Nombre/pourcentage d'adultes qui ne possédaient pas de certificat ni de diplôme et qui passent désormais à des emplois plus payants • Nombre/pourcentage d'adultes qui ont obtenu leur premier diplôme ou certificat et qui ont l'impression de pouvoir demander une augmentation de salaire • Taux de chômage (p. ex., stratifié par niveau d'éducation) • Taux d'emploi dans le secteur informel (p. ex., stratifié par race/ethnicité)
	<p>Les initiatives offrent un accès équitable à un enseignement et à une formation sans frais ou à faible coût, de qualité supérieure. Elles tentent d'améliorer les occasions pour tous – peu importe leur contexte social et leur identité – afin d'obtenir des emplois utiles, tant sur le plan social qu'économique, dotés d'un filet de sécurité économique et sociale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de participation aux apprentissages chez les personnes admissibles (p. ex., stratifié par âge, sexe et genre) • Taux d'emploi à temps plein et à temps partiel (p. ex., stratifié par race/ethnicité, âge, sexe et genre) • Nombre/pourcentage de personnes ayant l'impression de pouvoir participer pleinement à la vie citoyenne et sociale • Probabilité que les participants obtiennent un emploi doté d'avantages sociaux en matière de santé
	<p>Les initiatives ajustent leurs programmes pour s'assurer que les qualifications, les compétences et l'expérience professionnelle des adultes et des jeunes correspondent aux changements du marché du travail, de ses besoins et de ses exigences.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de membres du personnel qui sont d'avis que leurs programmes ajustent leur contenu et leurs types d'enseignement et de formation chaque fois qu'il le faut afin de mieux répondre aux exigences futures en matière de connaissances et de compétences d'une main-d'œuvre diversifiée • Nombre/pourcentage de cours et de formation sans frais ou à faible coût, d'outils de planification professionnelle et d'autres ressources qui s'adaptent rapidement aux changements récents de la main-d'œuvre • Inadéquation des qualifications (p. ex., stratifiée par statut d'immigration)
	<p>Les initiatives abordent la transmission entre les générations du cycle de marginalisation auquel sont confrontés les groupes d'âge de travail exposés, de manière chronique, au chômage, comme les personnes en situation de handicap, les personnes racialisées et les travailleurs âgés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Marginalisation complexe générationnelle • Transmission intergénérationnelle d'aide sociale-revenu • Nombre/pourcentage d'adultes qui ont grandi dans un ménage à faible revenu qui rapportent occuper des emplois plus payants que ceux de leurs parents • Revenu moyen des enfants devenus adultes comparativement à celui de leurs parents (p. ex., chez les personnes issues d'un contexte défavorisé)



POINT D'ENTRÉE POUR AGIR

CONTEXTE SOCIOÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Améliorer la sécurité en matière de logement

Renforcer les politiques en matière de logement abordable, y compris l'option d'habitations à loyer modique. Accroître l'accès à diverses options de logement abordable et supervisé afin d'offrir aux gens des choix qui correspondent à leurs besoins.

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Disponibilité, accessibilité et abordabilité des options en matière de logement</p>	<p>Les initiatives offrent un logement décent, à long terme, de transition, d'urgence et de soutien aux personnes qui rencontrent des obstacles au chapitre de la sécurité du logement (p. ex., les personnes aux prises avec une dépendance ou des défis en santé mentale, qui vivent de la violence intime et familiale).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes itinérantes ou à risque de le devenir qui rapportent des options de logement adéquates, de soutien et sécuritaires • Listes d'attente pour les services de refuge et de logement • Tendances en matière de demande d'espaces en refuge au fil du temps • Disponibilité de services de logement variés • Perception qu'ont les gens quant à la capacité des services de logement à répondre à leurs besoins particuliers • Nombre/pourcentage de personnes placées dans des résidences à long terme
	<p>Les initiatives aident les gens à trouver des unités de logement abordable, sécuritaire qui répondent à leurs besoins.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité d'options de logement abordable • Taux de satisfaction autodéclarée au chapitre de l'abordabilité immobilière (p. ex., stratifié par occupation ou région de résidence) • Taux de satisfaction autodéclarée en ce qui a trait au sentiment de sécurité dans la résidence (p. ex., stratifié par type de logement ou région de résidence) • Taux de satisfaction autodéclarée quant au nombre adéquat de chambres à coucher et à l'espace suffisant (p. ex., stratifié par nombre de personnes composant le ménage) • Besoin en logement principal



POINT D'ENTRÉE POUR AGIR

CONTEXTE SOCIOÉCONOMIQUE ET POLITIQUE
Favoriser le bienfait au niveau du quartier

Améliorer l'accès et offrir plus de possibilités au niveau du quartier en ce qui a trait à l'éducation, à l'emploi et à la sécurité (p. ex., aborder l'enjeu d'une exposition importante au système de justice pénale ou offrir des soutiens significatifs aux commodités publiques en manque de financement). Cibler les soutiens à la famille, à la communauté et au quartier par le biais d'initiatives à plusieurs niveaux afin d'améliorer les services et les soutiens locaux.

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Sécurité, diversité et qualité des services et des aménagements locaux</p>	<p>Les gouvernements élaborent des politiques et des règlements pour appuyer, créer et soutenir des quartiers sécuritaires où tous peuvent prospérer.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de gouvernements ayant le mandat clair de superviser et d'appuyer la création de quartiers équitables, sécuritaires et attrayants
	<p>Les gouvernements financent les services et aménagements locaux (p. ex., soins de santé, parcs et espaces récréatifs, transport public) également, dans tous les quartiers, peu importe leur statut socioéconomique, et, au besoin, offrent un soutien supplémentaire pour des services et des aménagements de qualité supérieure et attrayants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Équité au chapitre du financement parmi les services et programmes par territoire • Inégalités en ce qui a trait à la diversité des services et des aménagements entre les quartiers • Sécurité perçue du quartier • Niveaux de satisfaction autodéclarée quant à la qualité des services locaux • Niveaux de satisfaction autodéclarée quant aux aménagements dans le domaine du logement • Niveau perçu de liens sociaux (capital social, cohésion sociale) dans les quartiers
	<p>Les gouvernements et organismes recueillent des données au niveau du quartier (p. ex., taux de criminalité, qualité des espaces verts et accès à ces derniers, accès au transport public).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de bases de données en libre accès ou auxquelles le public peut accéder • Rapports réguliers portant sur les résultats mis à jour quant aux inégalités parmi les quartiers et émettant des recommandations pour agir
	<p>Les gouvernements réglementent l'antidiscrimination par le biais de politiques et collaborent avec les organismes communautaires et les parties prenantes pour mieux évaluer et aborder les forces et les besoins locaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière de représentation des gens de couleur (p. ex., groupes autochtones, latino-américains et noirs) dans le système pénal • Disponibilité de mécanismes et de voies pour dénoncer les biais raciaux dans la création de politiques • Niveau perçu de difficulté à rapporter les incidents fondés sur la race et à accéder à ces rapports • Niveaux de confiance à l'égard de la police dans les quartiers défavorisés • Taux de criminalité dans les quartiers au statut socioéconomique inférieur • Niveaux de bien-être général (p. ex., stratifiés par quartier-revenu) • Confiance du public • Niveau de soutien public de la réglementation d'antidiscrimination

CIRCONSTANCES SOCIALES ET CULTURELLES

Ce domaine porte sur les actions politiques, communautaires, organisationnelles et individuelles qui façonnent ou reconnaissent les contextes sociaux et culturels, les hiérarchies de pouvoir ainsi que l'histoire et l'identité sociales des gens (p. ex., statut d'immigration et orientation sexuelle) qui, combinées, ont un impact sur leurs circonstances financières.



POINT
D'ENTRÉE
POUR AGIR

CIRCONSTANCES SOCIALES ET CULTURELLES

Inclure valeurs culturelles des pratiques financières et modes de vie

Admettre et respecter la complexité et la diversité des valeurs culturelles attribuées aux ressources (p. ex., argent, biens) et aux transactions financières. Créer des initiatives qui reconnaissent les valeurs symboliques et économiques de différents modes de vie et façons de faire (p. ex., payer pour l'aide naturelle).



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Valeur instrumentale et symbolique de l'argent et des biens</p>	<p>Les initiatives reconnaissent que l'importance des ressources économiques est à la fois instrumentale (d'un point de vue utilitaire/ comme produit) et symbolique (d'un point de vue relationnel, fondé sur la valeur).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent ne pas se sentir jugées pour les valeurs culturelles qui façonnent leurs décisions financières • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent trouver des environnements qui les soutiennent pour partager leurs récits et expériences lorsqu'elles discutent d'enjeux financiers
	<p>Les initiatives reconnaissent la pluralité des raisonnements (p. ex., solidarité et relations familiales) ayant un impact sur la prise de décision, qui dépassent largement le poids des coûts et des avantages.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Perception selon laquelle les stratégies respectent les valeurs et significations socioculturelles que les gens accordent à leurs ressources économiques • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent ne pas s'être senties intimidées par les membres du personnel sur des questions de nature financière • Nombre/pourcentage de dossiers d'interactions abusives de la part des membres du personnel lors du processus de prise de décision
<p>Stratégies sensibles et appropriées sur le plan culturel</p>	<p>Les initiatives prennent en considération les conditions sociales, culturelles et historiques variées et complexes de vie des gens, des collectivités ou des groupes de population.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives dotées d'une mise en œuvre souple pour accommoder les valeurs et les besoins des populations ciblées
	<p>Les initiatives menées par la collectivité conçues et mises en œuvre selon un modèle de partenariat peuvent faciliter une meilleure concordance avec les valeurs culturelles, les besoins communautaires et la durabilité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives dotées de mécanismes pour engager (de manière importante) les partenaires communautaires à toutes les étapes des initiatives • Nombre/pourcentage d'initiatives dotées de stratégies pour encourager les groupes défavorisés à partager leur expérience quant à leurs difficultés et à leurs réussites • Nombre/pourcentage d'initiatives qui accordent la priorité à l'amélioration de l'engagement communautaire afin de mieux servir la collectivité

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Normes socioculturelles et valeurs morales autour des transactions financières</p>	<p>Les initiatives mettent en contexte l'adéquation socioculturelle des pratiques et des programmes financiers. Les fournisseurs de service disposent d'une compréhension claire, partagée, de ce qui rend certains groupes de population – même ceux qui éprouvent des difficultés financières – à se sentir responsables et dans l'obligation d'offrir un soutien financier et de voir au bien-être financier de leurs pairs, de leurs amis et des membres de leur famille.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent éprouver de la difficulté à refuser de prêter de l'argent à la famille et aux amis • Nombre/pourcentage de personnes sûres de pouvoir se tourner vers la famille et les amis en cas d'urgences financières • Programmes de formation réguliers et occasions d'apprentissage portant sur la reconnaissance et le respect de normes socioculturelles et d'attentes variées en ce qui a trait aux pratiques financières
<p>Confiance en soi et valeurs des diverses façons d'être et de faire des gens</p>	<p>Les initiatives qui mettent l'accent sur l'équité et l'inclusion augmentent la valeur symbolique et économique des nombreux rôles que jouent les gens, notamment en ciblant les manières d'être et de faire habituellement non rémunérées ou sous-évaluées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'aide-soignants dont le travail est reconnu par la société sous forme de congé avec solde, sans contingence ni condition • Niveaux de satisfaction autodéclarés quant à l'aide gouvernementale et aux services de soins payés (p. ex. stratifiés par statut socioéconomique) • Tension financière chez les aide-soignants (p. ex., stratifiée par âge, par sexe, par genre) • Nombre/pourcentage d'initiatives qui reconnaissent, respectent, protègent et intègrent les connaissances et traditions ancestrales des collectivités autochtones • Nombre/pourcentage de collectivités autochtones qui ont l'impression que l'initiative valorise symboliquement le travail culturel et environnemental qu'elles réalisent dans la collectivité (p. ex., dans les collectivités éloignées) • Distribution des prestations par type d'aide-soignant



POINT D'ENTRÉE POUR AGIR

CIRCONSTANCES SOCIALES ET CULTURELLES

Se pencher sur les préjugés et la discrimination (p. ex., racisme systémique et capacitisme)

Créer des initiatives pour réduire manifestement les préjugés et la discrimination des groupes qui vivent une défaveur cumulative au cours de leur vie (p. ex., personnes racisées) et pour éliminer les défis interreliés (p. ex, femme autochtone vivant avec un handicap) dans les services financiers, les marchés de l'emploi, les écoles et les lieux de travail. Aborder les questions de la violence financière et des obstacles vers l'indépendance financière et la consolidation de richesse intergénérationnelle dont ont souffert systématiquement les groupes défavorisés.

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Traumatisme, violence et les mauvais traitements</p>	<p>Les initiatives adoptent une approche fondée sur les forces et éclairée en matière de traumatisme et abordent les conséquences des préjugés et de la discrimination, y compris les traumatismes, la violence et les mauvais traitements.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de programmes qui offrent des services de soutien au processus de guérison de traumatisme physique ou psychologique ainsi qu'une protection et une sécurité aux personnes qui vivent de la violence intime et familiale • Nombre/pourcentage de survivants qui se sentent capables d'assurer leur sécurité et celle de leur famille • Capacité des survivants de choisir où et quand ils veulent participer aux programmes de littératie et de capacité financières • Formation régulière sur les approches éclairées en matière de traumatismes dans le cadre des stratégies de perfectionnement professionnel des membres du personnel • Nombre/pourcentage d'initiatives éclairées en matière de traumatisme et fondées sur les forces dotées de systèmes mis en œuvre pour surveiller le progrès et en assurer la qualité
<p>Préjugés et honte en lien avec les dettes</p>	<p>Les initiatives reconnaissent les préjugés et la honte liés aux dettes financières gérables (c.-à-d., niveau d'endettement élevé comparativement au revenu annuel du ménage). Les initiatives se distancient d'un langage moralisateur et adoptent une approche fondée sur les forces pour aider les gens à gérer leurs dettes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux individuels de tension financière causée par un endettement élevé • Nombre/pourcentage de personnes qui cherchent un soutien approprié, fiable pour rembourser leurs dettes • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent avoir l'impression que leurs dettes sont faciles à gérer • Niveau de dette non hypothécaire avant et après la participation au programme

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Accès à des services et à des produits financiers</p>	<p>Les initiatives assurent des conditions équitables pour toutes les personnes afin d'accéder aux ressources et aux produits financiers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui se disent maîtres de choisir les services et produits financiers qui répondent le mieux à leurs besoins (p. ex., stratifiés par statut socioéconomique) • Accessibilité à Internet • Utilisation de la technologie d'aide en ligne des services financiers en ligne et sur appareil mobile • Nombre/pourcentage de collectivités rurales et éloignées qui disposent d'une infrastructure à large bande adéquate • Tendances en matière d'utilisation des applications financières et des services en ligne (p. ex., chez les personnes vivant avec une déficience visuelle)
	<p>Peu importe leur contexte social et leur identité, les personnes ne ressentent pas de discrimination et sont traitées équitablement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives qui offrent des occasions de formation professionnelle axée sur l'amélioration de la sensibilisation culturelle et qui aborde les suppositions et idées erronées quant aux connaissances et aux comportements des gens en matière de finances, particulièrement dans les institutions financières • Nombre/pourcentage de personnes âgées et de femmes qui rapportent recevoir des conseils financiers condescendants • Type de conseils reçus en matière d'investissement (p. ex., chez les populations blanches et non blanches) • Perception qu'ont les gens de la disponibilité et de l'accessibilité des mécanismes pour rapporter une discrimination vécue au cours de l'utilisation des services et des programmes
	<p>La culture organisationnelle adopte la diversité et l'inclusion afin de mieux réagir aux besoins et aux valeurs des gens et les soutenir. Les initiatives aident les membres du personnel à comprendre clairement les effets multiples, complexes de la discrimination sur les personnes défavorisées en raison de leur identité sociale et de leur contexte (p. ex., femmes âgées noires avec déficience auditive). Les lieux de travail consolident leurs stratégies en matière de diversité et d'inclusivité, notamment en ce qui a trait aux processus d'embauche et de promotion.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de programmes de formation réguliers pour les membres du personnel portant sur les pratiques pour faire preuve de respect et d'inclusivité dans le cadre de leurs activités quotidiennes. • Nombre/pourcentage de membres du personnel qui se sentent bien préparés pour composer avec une clientèle diversifiée sur le plan socioculturel • Nombre/pourcentage d'initiatives qui comprennent des objectifs organisationnels de diversité et d'inclusivité • Pourcentage de candidats aux postes à pourvoir issus de contextes sociaux variés • Proportion de femmes et de personnes non binaires candidates retenues par rapport aux hommes candidats • Tendances en matière de promotions accordées à des personnes issues de contextes sociaux variés et non variés • Inégalités au chapitre des niveaux de rétention (p. ex., selon le sexe, le genre, la race/l'ethnicité et l'âge)

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Protection de l'emploi et de la main-d'œuvre</p>	<p>Les initiatives assurent un accès facile aux occasions du marché du travail pour obtenir un emploi bien rémunéré, sécuritaire et réglementé ainsi que des conditions de travail saines et sécuritaires pour tout le monde, y compris les nouveaux arrivants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Surreprésentation des groupes défavorisés parmi les emplois de service à faible revenu (p. ex., travailleurs issus de collectivités noires ou autochtones, travailleurs souffrant de déficiences visibles et invisibles, immigrants) • Parité des genres dans les postes de haute direction et de cadres intermédiaires par pays (p. ex., dans le secteur privé) • Revenus des femmes sous forme de pourcentage de celui des hommes (p. ex., stratifiés par catégories de poste)
<p>Création de richesse</p>	<p>Les initiatives abordent les causes profondes de privation socioéconomique et d'exclusion financière et reconnaissent la discrimination historique, persistante contre certains groupes de population comme obstacle à la création de richesse intergénérationnelle (c.-à-d., plus de biens ou d'argent).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Richesse du ménage par âge (p. ex., stratifiée par race/ethnicité, statut d'immigration) • Part de la richesse du ménage par génération • Tendances en matière de distribution de la richesse par niveau sociétal • Niveaux de participation à des plans/comptes d'économie dirigés par le gouvernement pour financer les études postsecondaires des enfants (p. ex., stratifiés par revenu du ménage, statut d'immigration)
<p>Pouvoir de prise de décision financière (déséquilibres)</p>	<p>Les initiatives abordent les déséquilibres au chapitre du pouvoir dans la prise de décision financière et favorisent l'agentivité individuelle, particulièrement chez les groupes défavorisés qui font l'objet de violence financière.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle perçu des ressources financières • Pourcentage de transferts d'espèces conditionnels aux femmes (comparativement à ceux destinés aux hommes) • Paiement d'avantages sociaux dans les comptes de personnes en situation de handicap • Responsabilité partagée autodéclarée quant à la gestion des finances du ménage • Rôle financier autodéclaré au sein du ménage (c.-à-d., personne à charge, contributeur, principal responsable de la prise de décision financière) • Personne responsable d'établir le budget du ménage

POINT
D'ENTRÉE
POUR AGIR

CIRCONSTANCES SOCIALES ET CULTURELLES

Encourager les liens et le sentiment d'appartenance

Améliorer la capacité communautaire, l'autonomisation et les liens par l'entremise d'approches participatives ou menées par la communauté dans le but de favoriser le capital social et la cohésion sociale.



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Développement communautaire et stratégies fondées sur les forces</p>	<p>Les initiatives qui adoptent une approche axée sur la collectivité, de nature participative disposent de buts et de plans d'action définis par et pour la collectivité (selon ce qu'elles jugent pertinent et adéquat) et bénéficient d'un impact plus large.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de participants qui rapportent une plus grande connaissance des sujets pertinents à leur collectivité et à leurs situations de vie • Les participants rapportent que les compétences et outils nouvellement acquis peuvent avoir un impact positif sur leur propre collectivité • Prédominance du résultat d'intérêt parmi les non-participants • Nombre/pourcentage de participants qui rapportent que leurs familles et amis (c.-à-d., des non-participants) ont également bénéficié des effets positifs de l'initiative
<p>Confiance, espoir et création de liens</p>	<p>Les initiatives adoptent une approche multidimensionnelle et à long terme pour favoriser la confiance des gens à l'égard des services, établir des relations et accroître l'espoir en l'avenir.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de confiance perçue à l'égard des services et des structures communautaires • Niveau d'accord avec l'énoncé selon lequel la collectivité offre des occasions de créer des relations sociales avec d'autres résidents • Espoir individuel en l'avenir
<p>Émancipation financière</p>	<p>Les initiatives conçoivent des stratégies précises afin d'émanciper les personnes qui se sentent impuissantes, comme si elles n'avaient pas de contrôle sur leurs circonstances.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent un sentiment de contrôle nouveau ou renouvelé en ce qui a trait à leurs circonstances de vie et financières (p. ex., stratifiés par sexe, genre) • Perception de la capacité de planifier son avenir financier (p. ex., stratifiée par âge, par statut d'immigration)

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Engagement familial et communautaire</p>	<p>Les initiatives sont équitables, ajustées et adoptent une approche à long terme pour simplifier l'engagement familial et communautaire et une participation aidante.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de satisfaction des participants quant à la quantité de soutien obtenu et à la qualité de celui-ci • Nombre/pourcentage de membres de la collectivité motivés à poursuivre leur participation aux programmes ciblés et dans leur communauté en général • Taux de réussite des initiatives au fil du temps
<p>Développement communautaire</p>	<p>Les initiatives utilisent des activités de développement communautaire fondées sur les groupes et un engagement à long terme avec les membres de la communauté pour établir des relations solides, qui aident et encouragent la capacité communautaire. L'animation d'initiatives au sein de la communauté cible, le recours à des animateurs issus de cette dernière et l'ajustement des initiatives à l'intention des populations ciblées peuvent simplifier les activités de développement communautaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives qui assurent la participation de personnes issues de divers groupes socioéconomiques et d'identités diverses à la prise de décision • Nombre/pourcentage de participants aux divers contextes sociaux et d'identités diverses qui affirment se voir représentés dans les initiatives • Nombre/pourcentage d'initiatives qui ont adopté un langage commun pour jouir d'une communication et d'une collaboration meilleures • Participation moyenne (p. ex., stratifiée par race/ethnicité) • Utilisation de ressource (p. ex., stratifiée par statut socioéconomique)

CIRCONSTANCES DE LA VIE

Ce domaine cible les actions politiques, communautaires, organisationnelles et individuelles qui ont une incidence sur les circonstances complexes de la vie des gens, les multiples rôles qu'ils jouent et les relations de pouvoir (p. ex., agentivité individuelle et pouvoir au sein du ménage) qui se réunissent, positivement ou négativement, pour façonner leur situation financière.



**POINT
D'ENTRÉE
POUR AGIR**

CIRCONSTANCES DE LA VIE

Élaborer en fonction des réalités quotidiennes des gens

Éliminer les obstacles à l'adhésion et à la participation à des initiatives liées à la tension financière et au bien-être financier (p. ex., accès aux soins pour enfants, coûts relatifs au transport).



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Soutien global et intégré</p>	<p>Les initiatives élaborent un plan de soins individualisé pour les personnes aux besoins complexes ou défavorisées qui ont besoin de personnes pour naviguer les soutiens, services et prestations disponibles (p. ex., remplir des demandes et des formulaires et donner des références) afin d'en faciliter l'accès.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui se disent dépassées par le processus de demande • Niveau de satisfaction autodéclarée quant à l'aide reçue pour soumettre des demandes aux programmes • Nombre/pourcentage de personnes défavorisées qui rapportent arriver à combler leurs besoins de base • Nombre/pourcentage de personnes qui reçoivent des prestations de plus d'un programme • Tendances en matière de conditions de vie et sanitaires (p. ex., chez les groupes les plus défavorisés)
	<p>Les initiatives travaillent en partenariat et favorisent la collaboration avec d'autres organismes lorsqu'elles offrent un soutien global pour répondre aux besoins complexes des gens.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de collaborations intersectorielles et intergouvernementales dotées d'un mandat et d'un cadre de travail clair pour la reddition de comptes • Nombre/pourcentage de collaborations intersectorielles et intergouvernementales dotées de structures et de processus qui accordent la priorité aux actions menant à la réalisation de buts communs • Nombre/pourcentage de collaborations intersectorielles et intergouvernementales qui rapportent des résultats selon un cadre de travail de reddition de comptes ou de buts communs
	<p>Les initiatives globales ont recours à une approche fondée sur le travail d'équipe et la collaboration par le biais de laquelle les organismes offrent un soutien complet, holistique aux individus, et ce, tout en évitant la fragmentation des politiques, des programmes et des services.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage d'initiatives qui intègrent politiques, programmes et services pour répondre au mieux à un besoin particulier (p. ex., chômage) par le biais de la colocalisation ou par un processus de demande unique, par exemple • Nombre/pourcentage d'initiatives dotées de mémoires ou de déclarations qui définissent les responsabilités principales des membres du personnel qui participent au travail collaboratif • Nombre/pourcentage de bénéficiaires qui sont d'avis que le programme leur a offert du soutien dans les domaines où ils en avaient le plus besoin

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
Exigences d'admission aux services et aux programmes communautaires	<p>Les initiatives éliminent les exigences rigides des programmes qui peuvent exclure les personnes défavorisées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui n'ont pas peur de soumettre une demande aux programmes et aux services en raison des changements possibles qu'ils pourraient avoir sur leur vie • Nombre/pourcentage de demandes par rapport au besoin (c.-à-d., diminution du niveau de besoins non satisfaits)
	<p>Les initiatives éliminent les conditions qui limitent l'adhésion (p. ex., offrir des économies équivalentes, ce qui, par définition, constitue une condition aux économies initiales et aux prêts hypothécaires pour les participants ayant un degré élevé d'engagement).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Proportion de bénéficiaires et de personnes qui satisfont aux critères d'admissibilité au programme • Taux de prestation annuels • Nombre/pourcentage de personnes qui se disent encouragées à s'inscrire aux programmes et aux services • Nombre/pourcentage de personnes aux besoins multiples, complexes qui ont reçu leurs prestations
	<p>Les initiatives offrent du soutien à toutes les personnes qui souhaitent conserver leurs cibles minimales de participation ou les atteindre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de bénéficiaires qui se sentent motivés à poursuivre leur participation aux programmes et aux services • Nombre/pourcentage de bénéficiaires qui satisfont aux exigences minimales • Avantages perçus du programme
Évaluation et évaluation de l'admissibilité	<p>Les initiatives menées par la collectivité comprennent que les bénéficiaires gèrent des priorités concurrentes associées à leurs expériences de défaveur complexe.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de programmes et de services qui offrent des heures de soutien sur place flexibles, non conventionnelles • Nombre/pourcentage de programmes et de services sans pénalité lorsqu'un participant doit reporter une évaluation en personne • Taux d'abandon en lien avec l'incapacité à se présenter à une évaluation en personne
	<p>Les initiatives entreprennent un processus d'évaluation simplifié pour éviter d'imposer un fardeau d'engagement aux bénéficiaires en matière de temps, d'énergie et de coûts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Perceptions des membres du personnel quant à l'exhaustivité et au coût du processus d'évaluation • Tendances au chapitre des coûts administratifs pour évaluer si les participants satisfont aux exigences et aux demandes administratives • Tendances au chapitre du temps associé aux évaluations régulières des bénéficiaires • Nombre/pourcentage de demandeurs et de bénéficiaires qui disent que le processus d'évaluation est lourd ou coûteux
	<p>Les initiatives s'éloignent d'une approche punitive, avec représailles par l'élimination ou la réduction des obligations au minimum (p. ex., attentes élevées – parfois irréalistes – au chapitre de la recherche d'emploi et de travail réglementaire), de mesures coercitives et de sanctions pour non-conformité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de tension chez les bénéficiaires en lien avec le processus d'évaluation • Niveaux de conformité

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Information au sujet des programmes et des services</p>	<p>Les initiatives offrent de l'information exacte, sécuritaire, objective et digne de confiance pour aborder les peurs des gens quant aux répercussions liées au fait de soumettre une demande de prestations et de soutiens et de les obtenir.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de femmes enceintes qui n'ont pas peur des lieux de travail qui n'offrent pas de soutien lorsqu'elles pensent à demander un congé de maternité • Nombre/pourcentage de demandes de congés parentaux (p. ex., stratifiés par catégories professionnelles) • Taux d'approbation des demandes de congé parental (p. ex., stratifié par catégories professionnelles) • Nombre/pourcentage de parents/gardiens qui disent avoir moins peur de soumettre une demande de soutien pour enfant en raison du risque d'incarcération lié à la non-conformité à l'obligation de paiement • Participants qui rapportent avoir peur des conséquences négatives en lien avec leur adhésion au programme (p. ex., chez les personnes en situation de handicap ou sans emploi)
<p>Services de soutien de retour au travail</p>	<p>Les initiatives qui mettent l'accent sur le passage vers l'emploi ajustent ou éliminent les restrictions (p. ex., montant de prestations accru selon le travail, prestations réduites par palier après indemnisation).</p> <p>Les initiatives analysent non seulement l'efficacité des contingences professionnelles, mais également leur impact sur chaque groupe de population, cherchant particulièrement à révéler les types d'emploi que les groupes défavorisés découvrent lorsqu'ils retournent sur le marché du travail.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Perceptions des bénéficiaires au sujet de l'impact du retrait des obligations • Satisfaction individuelle quant au soutien obtenu dans le cheminement vers le retour sur le marché du travail • Taux de suspension temporaire des prestations pour non-conformité aux exigences du programme • Fluctuations monétaires des paiements d'aide sociale à une personne pendant qu'elle participe au programme • Nombre/pourcentage de personnes en situation de handicap qui ne se sentent pas obligées d'accepter des emplois de mauvaise qualité et non sécuritaires avec avantages moindres par crainte de perdre leur soutien social • Nombre/pourcentage de participants qui obtiennent un emploi suffisant et continu (p. ex., stratifiés par niveau de privation) • Nombre/pourcentage de membres du personnel qui croient que l'évaluation des perspectives d'emploi individuelles sont justes et correspondent à l'expérience ainsi qu'à la formation des gens • Nombre/pourcentage d'initiatives dotées d'instruments et d'outils pour saisir la rétroaction des gens quant à l'impact des contingences professionnelles sur leur parcours vers l'obtention d'emplois sécuritaires, bien rémunérés • Proportion d'efficacité des programmes et des services avec davantage de contingences professionnelles par rapport à ceux qui en ont moins en ce qui a trait à aider les gens à atteindre leurs buts

CIRCONSTANCES DE LA VIE

Prendre en considération les circonstances financières diversifiées des ménages

Créer des initiatives appropriées selon les circonstances financières des gens, particulièrement pour les personnes qui souffrent de pauvreté et dont les besoins fondamentaux ne sont pas comblés (p. ex., alimentation, logement ou insécurité énergétique). Définir des buts réalistes et réalisables (p. ex., accumuler des économies une fois les besoins fondamentaux comblés).



CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
Économies	<p>Les initiatives reconnaissent que la capacité d'une personne à économiser est intrinsèque à sa situation sociale et financière. Les initiatives axées sur les économies prennent en considération les personnes qui s'en sortent sur une base hebdomadaire et qui comprennent la nature de leur travail, la sécurité de leur emploi, leurs conditions de travail, le niveau d'absolu, la volatilité et la source du revenu, les paiements d'aide sociale ainsi que leurs buts et priorités dans la vie.</p> <p>Les initiatives élaborent une stratégie financière réalisable et réaliste en matière d'économie en harmonie avec les circonstances financières et de la vie d'une personne, y compris ses buts, ses valeurs et ses besoins uniques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent une augmentation de leur solde d'économies sur une base mensuelle ou annuelle, peu importe le montant • Nombre/pourcentage de participants qui disent ne pas se sentir jugés parce qu'ils n'arrivent pas à économiser • Nombre/pourcentage de personnes qui éprouvent de la difficulté à trouver de l'argent en cas d'urgence • Capacité perçue des gens à économiser • Taux de participation aux programmes d'économie automatiques • Montant autodéclaré (p. ex., en devise canadienne) pouvant être accumulé au cours d'une semaine • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent des économies pendant plus de six mois consécutifs
Résilience financière	<p>Pour les groupes de population dont les besoins fondamentaux sont déjà comblés, les initiatives offrent du soutien aux personnes qui souhaitent améliorer leur capacité à composer avec les périodes d'adversité financière (c.-à-d., résilience financière) afin qu'elles soient mieux outillées pour tenir le coup et se remettre d'un choc financier, comme une dépense majeure imprévue ou une baisse de revenu. Pour les groupes de population qui éprouvent de la difficulté à combler leurs besoins fondamentaux, les initiatives se concentrent d'abord sur les obstacles qui empêchent les personnes de se permettre les premières nécessités, comme la nourriture et le logement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Solde d'économies autodéclaré • Compétences individuelles de gestion des dettes • Capacité autodéclarée à couvrir les frais de subsistance (p. ex., changement de la capacité au fil du temps) • Niveaux de confiance en la capacité d'acquérir un fonds d'urgence (p. ex., stratifiés par niveaux de revenu) • Nombre moyen de produits financiers acquis (p. ex., compte de banque, crédit, assurance) • Niveaux de confiance en prise de décision financière chez les participants aux programmes de capacité financière (c.-à-d., acquisition de connaissances, perfectionnement de compétence et occasions concrètes de changement de comportement) • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent tirer profit de soutien financier des réseaux sociaux pour combler leurs besoins financiers • Nombre/pourcentage de personnes qui ont l'impression que leurs contacts communautaires les aident à naviguer les services disponibles (c.-à-d., indicateur du capital social)

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
<p>Réadaptation financière (c.-à-d., recommencer à zéro, sans dette)</p>	<p>Les initiatives font mieux connaître les effets de la réadaptation financière (p. ex., possibilités limitées pour acheter une maison ou lancer une entreprise) et l'impact négatif plus grand sur les personnes à faible revenu et dont l'emploi est précaire par rapport aux personnes au statut socioéconomique meilleur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui rapportent avoir accès à de l'information claire et exacte au sujet des conséquences socioéconomiques de déclarer faillite, notamment une cote de crédit inférieure (qui fera partie de leur rapport de crédit pendant des années) et une difficulté à obtenir des prêts, une hypothèque ou des cartes de crédit • Les gens rapportent leur expérience lorsqu'il est question de trouver et d'utiliser des conseils financiers gratuits, fiables et objectifs (p. ex., un conseiller financier) qui les aident à naviguer leurs dettes et à améliorer leur situation financière • Taux de faillite
	<p>Les initiatives aident les gens à prendre des décisions éclairées quant aux gestes à poser relativement à leurs dettes et à trouver les meilleures solutions de rechange pour des groupes socioéconomiques différents, en prenant en considération les circonstances de leur vie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de confiance à l'égard des plans pour rembourser une dette • Perceptions individuelles du progrès quant au remboursement de sa dette • Nombre/pourcentage de participants qui disent savoir où et comment obtenir de l'information et des conseils avant de prendre des décisions de nature financière
	<p>Les initiatives minimisent les risques liés au cercle vicieux de la pauvreté qui peuvent déclencher une faillite chez les personnes défavorisées dont l'emploi est précaire et le revenu, volatile. Les initiatives cherchent à égaliser leurs conditions à celles des personnes qui ont accès à un emploi suffisant et sécuritaire ainsi qu'à un revenu stable et de subsistance.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Attitudes et comportements financiers (p. ex., utilisation du crédit, dépenses et économies) avant et après avoir déclaré faillite • Nombre/pourcentage de personnes qui sont d'accord pour dire que leur faillite leur a donné un nouveau départ (p. ex., stratifiés par statut socioéconomique) • Niveaux de satisfaction autodéclarée relativement la situation financière actuelle (p. ex., stratifiés par niveaux de revenu)

CIBLES – POLITIQUES 	STRATÉGIES FONDÉES SUR LES DONNÉES PROBANTES 	EXEMPLES D'INDICATEURS 
Autoefficacité financière	<p>Les initiatives (y compris les stratégies d'autoefficacité financière) renforcent la confiance des gens au chapitre des finances tout en reconnaissant l'environnement financier ainsi que les circonstances de leur vie qui les outillent ou les limitent.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux de confiance en ses compétences financières • Niveaux de confiance en sa prise de décision financière • Capacité perçue d'atteindre des buts financiers
	<p>Les initiatives améliorent les connaissances en matière de gestion de l'argent au quotidien ainsi que la manière de choisir et d'utiliser les produits et services financiers, et ce, tout en se servant des expériences des gens lorsqu'il est question de prendre des décisions financières.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes qui disent surveiller leurs finances • Nombre/pourcentage de personnes qui se sentent bien informées au sujet de leurs finances • Nombre/pourcentage de personnes qui affirment étudier les risques et avantages avant de choisir des produits et services financiers
	<p>Les initiatives ajustent leurs stratégies d'autoefficacité financière qui ciblent les personnes à faible revenu et celles qui ont connu une hausse significative de leurs dépenses afin de tirer pleinement profit des occasions externes et de limiter les obstacles auxquels les gens sont confrontés quotidiennement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre/pourcentage de personnes à faible revenu qui ont l'impression que les produits et services définissent des buts réalisables et réalistes à leur intention • Nombre/pourcentage de personne qui se disent confiantes lorsqu'il est question de naviguer les transitions de la vie • Niveaux de confiance en matière de budget et de finances • Risques d'endettement (p. ex., personnes au revenu moyen qui bénéficient d'une rentrée inespérée)

Références

1. Abbi A. A Modernized System of Benefits is the Foundation for an Inclusive Economy. The Aspen Institute; 2020. 20p.
2. Age UK. Never too late: Money advice and financial capability in later life. London, UK: Age UK; 2015. 25p.
3. Ahn S, Song NK. Unemployment, Recurrent Unemployment, and Material Hardships among Older Workers since the Great Recession. *Social Work Research*. 2017;41(4):249-62.
4. Ali P, O'Brien L, Ramsay I. Bankruptcy and Debtor Rehabilitation: An Australian empirical study *Melbourne University Law Review*. 2017;40(3):688-737.
5. Anderson DM, Strand A, Collins JM. Moving to Electronic Social Security Payments: Impact on the Unbanked. Washington, DC: Federal Deposit Insurance Corporation; 2012. 26p.
6. Askim J, Fimreite AL, Moseley A, Pedersen LH. One-stop shops for social welfare: The adaptation of an organizational form in three countries. *Public Administration* 2011;89(4):1451-68.
7. Australian Council of Social Service (ACOSS). Australia's community sector & COVID-19: : Impact of Increased Income Support on Community Services. Strawberry Hills, NWS: ACOSS; 2020. 13p.
8. Australian Government Department of Agriculture. Internal review into the 2016 to 2020 Rural Financial Counselling Service program. Canberra: Department of Agriculture; 2019. 59p.
9. Aynsley H. Financial inclusion and financial capability: what's in a name? London, UK: Toynbee Hall 2011. 16p.
10. Bell ON, Hole MK, Johnson K, Marcil LE, Solomon BS, Schickedanz A. Medical-Financial Partnerships: Cross-Sector Collaborations Between Medical and Financial Services to Improve Health. *Academic pediatrics*. 2020;20(2):166-74.
11. Ben-Ishai S. The Gendered Dimensions of Social Insurance for the Non-Poor in Canada. *Osgoode Hall Law Journal* 2005;43(3):289-319.
12. Benach J, Malmusi D, Yasui Y, Martínez JM. A new typology of policies to tackle health inequalities and scenarios of impact based on Rose's population approach. *Journal of epidemiology and community health*. 2013;67(3):286-91.
13. Berggren J, Gonzalez R. Gender difference in financial decision making - A quantitative study of risk aversion and overconfidence between the genders [bachelor thesis]. Umeå, Sweden: Umeå Universitet; 2010.
14. Berry C. Wellbeing in four policy areas. London, UK: House of Commons; 2014 September 2014. 52p.
15. Blankenbeckler J, Grote M, Cabusora H. The Financial Clinic. Building Financial Security Through Financial Coaching. US: The Financial Clinic; 2015. 9p.
16. Bowman D, Banks M, Fela G, Russell R, de Silva A. Understanding financial wellbeing in times of insecurity: Working Paper. Victoria: Brotherhood of St Laurence; 2017. 23p.
17. Bowman D, van Kooy J. Inclusive work and economic security: a framework. Working Paper. Victoria: Brotherhood of St Laurence; 2016. 8p.
18. Brüggén EC, Hogreve J, Holmlund M, Kabadayi S, Löfgren M. Financial well-being: A conceptualization and research agenda. *Journal of Business Research*. 2017;79:228-37.
19. Bureau of Consumer Financial Protection. Pathways to financial well-being: The role of financial capability. Research Brief. US: Bureau of Consumer Financial Protection; 2018. 19p.
20. Burke L, Loiseau J. Nudges for Financial Health Global Evidence for Improved Product Design. Washington, DC Innovation for Poverty Action (IPA); 2017.8p.
21. Burton P, Phipps S. Economic Well-Being of Canadian Children. *Canadian Public Policy-Analyse De Politiques*. 2017;43(4):299-330.
22. Cabusora H, Ron K, Hernandez A, Blankenbeckler JA. A Random Control Trial of Financial Coaching. US: The Financial Clinic, Branches; 2015. 6p.
23. Canadian Association for Community Living (CACL). Assuring Income Security and Equality for Canadians with Intellectual Disabilities and their Families. Toronto, ON: CACL; 2013. 6p.
24. Canadian Council of Social Determinants of Health. A Review of Frameworks on the Determinants of Health. Ottawa, ON: Canadian Council of Social Determinants of Health; 2015 May 20, 2015. 76p.
25. Canadian Health Coalition. Ensuring Quality Care For All Seniors. Policy Brief. Ottawa, ON: Canadian Health Coalition; 2018. 25p.
26. Canavan M, Gallo WT, Marshall GL. The Moderating Effect of Social Support and Social Integration on the Relationship Between Involuntary Job Loss and Health. *J Appl Gerontol*. 2020 Jun;40(10)1-8.
27. Carrera PM, Kantarjian HM, Blinder VS. The financial burden and distress of patients with cancer: Understanding and stepping-up action on the financial toxicity of cancer treatment. *CA Cancer J Clin*. 2018;68(2):153-65.
28. Cassells R, Duncan A. JobKeeper: The Efficacy of Australia's First Short-Time Wage Subsidy'. *Australian Journal of Labour Economics*. 2020;23(2):99-128.
29. Centers for Disease Control and Prevention, Program Performance and Evaluation Office. CDC Approach to Evaluation. Atlanta: Centers for Disease Control and Prevention; 2016.
30. Centre for Health Equity Training Research & Evaluation. Behaviour change and its per/inverse relationship with health equity. The BEE Report. 2021 Mar;{3}1.

31. Church C, Rogers MM. Indicators. In: Church C, Rogers MM, editors. *Designing for Results: Integrating Monitoring and Evaluation in Conflict Transformation Programs*. Washington, DC: Search for Common Ground; 2006. 43-60p.
32. Chusseau N, Hellier J, Ben-Halima B. *Education, Intergenerational Mobility and Inequality. Growing Income Inequalities: Economic Analyses*. 1st ed. UK: Palgrave Macmillan; 2013. 227-73p.
33. Coddou M, Borlagdan J, Mallett S, Brotherhood of St Laurence. *Starting a future that means something to you: Outcomes from a longitudinal study of Education First Youth Foyers*. Melbourne: Brotherhood of St Laurence & Launch Housing; 2019. 56p.
34. Coglianesi C. *Measuring Regulatory Performance: Evaluating the Impact of Regulation and Regulatory Policy*. Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development; 2012. 59p.
35. Consumer Financial Protection Bureau. *Financial well-being: The goal of financial education*. Washington, DC: Consumer Financial Protection Bureau; 2015. 48p.
36. Consumer Financial Protection Bureau. *Financial coaching: A strategy to improve financial wellbeing*. Washington, DC: Consumer Financial Protection Bureau; 2016. 27p.
37. Cook K, McKenzie H, Natalier K. Mothers' experiences of child support: Qualitative research and opportunities for policy insight. *Journal of Family Studies*. 2015;21(1):57-71.
38. Courtin E, Muennig P, Verma N, Riccio JA, Lagarde M, Vineis P, et al. *Conditional Cash Transfers and Health of Low-Income Families in the US: Evaluating The Family Rewards Experiment*. *Health Affairs*. 2018;37(3):438-46.
39. D'Addio AC. *Intergenerational Transmission of Disadvantage: Mobility or Immobility Across Generations?* Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development; 2007. 113p.
40. Daniels C, Buli E, Davis A, O'Mally J, Pasco B. *Yarnin' Money: Report 2019*. North Cairns: Indigenous Consumer Assistance Network Ltd; 2019. 46p.
41. Dastrup S, Freiman L, Jeffrey L, Villarreal M, Weiss D. *Interim Cost-Benefit Analysis of the Compass Family Self-Sufficiency (FSS) Program*. Washington, DC: ABT Associates; 2017. 41p.
42. Davis CG, Mantler J. *The consequences of financial stress for individuals, families, and society*. Ottawa: Centre for Research on Stress, Coping and Well-being Carleton University, Department of Psychology; 2004. 32p.
43. de Leeuw E. *Engagement of Sectors Other than Health in Integrated Health Governance, Policy, and Action*. *Annu Rev Public Health*. 2017;38:329-49.
44. De Marco A, De Marco M, Biggers A, West M, Young J, Levy R. *Can people experiencing homelessness acquire financial assets?* *Journal of Sociology and Social Welfare*. 2015;42(4):55-78.
45. De Vogli R. *The financial crisis, health and health inequities in Europe: the need for regulations, redistribution and social protection*. *International journal for equity in health*. 2014;13(1):1-7.
46. Deloitte Access Economics. *Consolidated Place Based Income Management Evaluation Report 2012-2015*. 2015. 70p.
47. Department of Finance, Government of Canada. *Toward a Quality of Life Strategy for Canada*. Ottawa, ON: Government of Canada; 2021. 7p.
48. Deusdad BA, Comas-d'Argemir D, Dziegielewski SF. *Restructuring long-term care in Spain: The impact of the economic crisis on social policies and social work practice*. *Journal of Social Service Research*. 2016;42(2):246-62.
49. Di Napoli I, Dolce P, Arcidiacono C. *Community Trust: A Social Indicator Related to Community Engagement*. *Social Indicators Research*. 2019;145(2):551-79.
50. Dietz N, Leon E, S. F, Kuehn D, Gaddy M, Collazos J. *An Assessment of the Local Initiative Support Corporation's Financial Opportunity Centres*. Washington, DC: Urban Institute; 2016. 113p.
51. Dijkstra-Kersten SM, Biesheuvel-Leliefeld KE, van der Wouden JC, Penninx BW, van Marwijk HW. *Associations of financial strain and income with depressive and anxiety disorders*. *J Epidemiol Community Health*. 2015;69(7):660-5.
52. Downward P, Rasciute S, Kumar H. *Health, subjective financial situation and well-being: a longitudinal observational study*. *Health Qual Life Outcomes*. 2020;18(1):203.
53. Dugan J, Booshehri LG, Phojanakong P, Patel F, Brown E, Bloom S, et al. *Effects of a trauma-informed curriculum on depression, self-efficacy, economic security, and substance use among TANF participants: Evidence from the Building Health and Wealth Network Phase II*. *Social Science & Medicine*. 2020 Aug;258(2020)113136.
54. Economic Mobility Corporation. *First Steps on the Road To Financial Well-Being: Final Report from the Evaluation of LISC's Financial Opportunity Centers*. New York, NY: Economic Mobility Corporation, Inc; 2016. 140p.
55. Elliott D, Theodos B, Teles D, Okoli A, Docter B. *An Evaluation of the \$tand By Me Financial Coaching Program*. Washington, DC: Urban Institute; 2020. 50p.
56. Espinosa A, Rudenstine S. *The contribution of financial well-being, social support, and trait emotional intelligence on psychological distress*. *Br J Clin Psychol*. 2020;59(2):224-40.
57. Financial Consumer Agency of Canada. *Progress report: Canada's national research plan on financial literacy 2016-2018*. Ottawa, On: Financial Consumer Agency of Canada; 2018. 38p.
58. Financial Consumer Agency of Canada, Government of Canada. *Canadians and Their Money: Key Findings from the 2019 Canadian Financial Capability Survey*. Ottawa, ON: Financial Consumer Agency of Canada; 2019. 55p.

59. Financial Consumer Agency of Canada, Government of Canada. Financial Well-Being in Canada: Survey Results. Ottawa, ON: Financial Consumer Agency of Canada; 2019. 32p.
60. Financial Consumer Agency of Canada, Government of Canada. Review of Financial Literacy Research in Canada An Environmental Scan & Gap Analysis. Ottawa, ON: Financial Consumer Agency of Canada; 2020. 59p.
61. Frank C, Davis CG, Elgar FJ. Financial strain, social capital, and perceived health during economic recession: a longitudinal survey in rural Canada. *Anxiety, Stress, & Coping*. 2014;27(4):422-38.
62. Franz C. Financial empowerment and health related quality of life in Family Scholar House participants. *Journal of Financial Therapy*. 2016;7(1):38-57p.
63. French D. Financial strain in the United Kingdom. *Oxford Economic Papers-New Series*. 2018;70(1):163-82.
64. French D, Vigne S. The causes and consequences of household financial strain: A systematic review. *International Review of Financial Analysis*. 2019;62:150-6.
65. Fu J. Ability or opportunity to act: What shapes financial well-being? *World Development*. 2020 Apr;128(2020):104843.
66. Gabel T, Clemens J, LeRoy S. Welfare Reform in Ontario: A Report Card. Vancouver: Fraser Institute Digital Publication; 2004. 53p.
67. Gardner B, Barnes S, Group. TSARHW. Towards a Social Assistance System that Enables Health and Health Equity: Submission to the Commission for the Review of Social Assistance in Ontario. Toronto: The Wellesley Institute; 2011. 29p.
68. Garrett CC, Keogh L, Hewitt B, Newton DC, Kavanagh AM. Young Mothers' Experiences of Receiving the Baby Bonus: A Qualitative Study. *Australian Social Work*. 2017;70(1):54-65.
69. Geyer J, Freiman L, Lubell J, Villarreal M. Evaluation of the Compass Family Self-Sufficiency (FSS) Programs Administered in Partnership with Public Housing Agencies in Lynn and Cambridge, Massachusetts. Washington, DC: ABT Associates; 2017. 100p.
70. Glover RE, van Schalkwyk MCI, Akl EA, Kristjansson E, Lotfi T, Petkovic J, et al. A framework for identifying and mitigating the equity harms of COVID-19 policy interventions. *J Clin Epidemiol*. 2020 Jun;128:35-48.
71. Good Shepherd Australia/NZ. "Outside systems control my life": The experience of single mothers on Welfare to Work. Abbotsford: Good Shepherd Australia New Zealand; 2018. 78p.
72. Gould E, Cooke T. High quality child care is out of reach for working families. Washington, DC: Economic Policy Institute; 2015. 13p.
73. Government of Canada, Department of Finance. Overview of Canada's COVID-19 Economic Response Plan [Internet]. Economic and Fiscal Snapshot: Government of Canada; 2020 [updated 2021 Jan 6]. Available from: <https://www.canada.ca/en/department-finance/services/publications/economic-fiscal-snapshot/overview-economic-response-plan.html>
74. Government of Canada, Public Health Agency. From Risk to Resilience: An Equity Approach to COVID-19. Ottawa, ON: Public Health Agency of Canada; 2020. 83p.
75. Government of Canada, Employment and Social Development Canada. Homeless Partnering Strategy: Community Progress Indicators Report 2017 – St. John's. St. John's, NL: Government of Canada; 2019. 8p.
76. Government of Canada, Statistics Canada. The Social and Economic Impacts of COVID-19: A Six-month Update [Internet]. Ottawa, ON: Statistics Canada; 2020 Sep. Available from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2020004-eng.pdf>.
77. Government of South Australia. The South Australian approach to Health in All Policies: background and practical guide. Rundle Mall, SA: Department of Health; Government of South Australia; 2011. 61p.
78. Gulf Reserch Center. Evaluating Financial Literacy training for Migrant Workers in the Gulf. European University Institute and Guld Research Center; 2015. 10p.
79. Guy ME, McCandless SA. Social Equity: Its Legacy, Its Promise. *Public Administration Review*. 2012;72(s1):S5-S13.
80. Hardy B, Hill HD, Romich J. Strengthening Social Programs to Promote Economic Stability During Childhood. *Social Policy Report*. 2019;32:1-36.
81. Haughwout A, Lee D, Scally J, Thomas L, van der Klaauw W. Trends in Household Debt and Credit. In: Federal Reserve Bank of New York, editor. New York 2019. 1-38p.
82. Haworth-Brockman M, Betker C. Measuring What Counts in the Midst of the COVID-19 Pandemic Equity Indicators for Public Health. Nova Scotia, Manitoba: National Collaborating Centre for Infectious Diseases and National Collaborating Centre for Determinants of Health; 2020. 29p.
83. Hill M, Hupe P. Analysing policy process as multiple governance: Accountability in social policy. *Policy & Politics*. 2006;34(3):557-73.
84. Hing N, Russell AMT, Rawat V, Rockloff MJ, Browne M. Evaluation of the My Moola Indigenous money management program as a gambling harm minimisation tool. Rockhampton: Central Queensland University; 2018. 78p.
85. Holgate B, Tripp J, Singleton S, Kabir P, Mirbel W, Friedman DH. Metropolitan Boston Housing Partnership's Family Self-Sufficiency Program Evaluation, July 1, 2010 – June 30, 2015. Boston: Center for Social Policy; 2016. 46p.
86. Hope's Front Door. Annual Report 2016. 2016. 3p.

87. Hospido L, Villanueva E, Zamarro G. Finance for All: The Impact of Financial Literacy Training in Compulsory Secondary Education in Spain. 2015. 44p.
88. Human Development Network World Bank. Investing early: What policies matter? A Framework Paper for Systems Approach for Better Education Results (SABER) - Early Childhood Development. Washington, DC: The World Bank; 2013. 76p.
89. Inside Policy. An Evaluation of the Young Carer Bursary Program Final Report. Australia: Inside Policy, Australian Government Department of Social Services; 2017. 60p.
90. International Labour Office. Women in managerial and leadership positions in the G20 Data availability and preliminary findings. Geneva: International Labour Office; 2020. 14p.
91. International Monetary Fund. Policy Tracker: Policy responses to COVID-19 2021[Internet]. International Monetary Fund; n.d. Available from: <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#N>
92. IPSOS. The UK Financial Capability Strategy Stakeholder Evaluation. London: IPSOS Mori; 2019. 71p.
93. Jagosh J, Pluye P, Macaulay AC, Salsberg J, Henderson J, Sirett E, et al. Assessing the outcomes of participatory research: protocol for identifying, selecting, appraising and synthesizing the literature for realist review. *Implementation science*. 2011;6(1):1-8.
94. Jones LE, Micheltore K. The Impact of the Earned Income Tax Credit on Household Finances. *Journal of Policy Analysis and Management*. 2018;37(3):521.
95. Jones MK, Bloch G, Pinto AD. A novel income security intervention to address poverty in a primary care setting: a retrospective chart review. *BMJ Open*. 2017;7(8):e014270.
96. Jordan K, Fowkes L, Altman JC, Kral I, Sanders W, Morrison J, et al. Job creation and income support in remote Indigenous Australia: moving forward with a better system. Canberra: Australia National University, Centre for Aboriginal Economic Policy Research; 2016. 36p.
97. Kahn JR, Pearlin LI. Financial strain over the life course and health among older adults. *Journal of health and social behavior*. 2006;47(1):17-31.
98. Kang JY. The effect of paid maternity leave on low-income families' welfare use in the US. *Social Policy & Administration*. 2020;54:952-70.
99. Kauh TJ, Read JnG, Scheitler A. The Critical Role of Racial/Ethnic Data Disaggregation for Health Equity. *Population Research and Policy Review*. 2021;40(1):1-7.
100. Kempson E. Understanding Financial Well-Being and Capability - A Revised Model and Comprehensive Analysis. Oslo, Norway; 2018. Report No.: 3. 153p.
101. Khan Y, Brown AD, Gagliardi AR, O'Sullivan T, Lacarte S, Henry B, et al. Are we prepared? The development of performance indicators for public health emergency preparedness using a modified Delphi approach. *PLoS One* [Internet]. 2019;14(12):e0226489. Available from: <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0226489>
102. Kim J, Garman ET. Financial stress and absenteeism: An empirically derived research model. *Financial Counseling and Planning*. 2003;14(1):1-12.
103. King S, Yan L, Mollenhauer J. Out of the Shadows: Building resilience in our community. Sydney: Anglicare Social Policy Research Unit; 2019. 34p.
104. Labonté R, Stuckler D. The rise of neoliberalism: how bad economics imperils health and what to do about it. *J Epidemiol Community Health*. 2016;70(3):312-8.
105. Lacouture A, Breton E, Guichard A, Ridde V. The concept of mechanism from a realist approach: a scoping review to facilitate its operationalization in public health program evaluation. *Implementation Science*. 2015;10:153-63.
106. Ladha T, Asrow K, Parker S, Rhyne E, Kelly S. Beyond Financial Inclusion: Financial Health as a Global Framework. Chicago: Center for Financial Services Innovation, Center for Financial Inclusion at Accion; 2017. 19p.
107. Lammam C, Palacios M, Ren F, Clemens J. Comparing Government and Private Sector Compensation in Canada. Vancouver: Fraser Institute; 2015. 48p.
108. Lee B, Carlisle L. A case study of the financial benefits of a credit union's homeless prevention scheme. *Public Money & Management*. 2020;40(1):63-71.
109. Lenhart O. Do Higher Minimum Wages Benefit Health? Evidence From the UK. *Journal of Policy Analysis and Management*. 2017;36(4):828-52.
110. Litman T. Affordable-Accessible Housing in a Dynamic City. Victoria Transport Policy Institute; 2020. 100p.
111. Loomis JM. Rescaling and reframing poverty: Financial coaching and the pedagogical spaces of financial inclusion in Boston, Massachusetts. *Geoforum*. 2018;95:143-52.
112. Lopez PJ, Neely AH. Fundamentally uncaring: The differential multi-scalar impacts of COVID-19 in the US. *Social Science & Medicine*. 2021;272:113707.
113. Lorenc T, Petticrew M, Welch V, Tugwell P. What types of interventions generate inequalities? Evidence from systematic reviews. *J Epidemiol Community Health*. 2013;67(2):190-3.
114. Lucero JL, Lim S, Santiago AM. Changes in Economic Hardship and Intimate Partner Violence: A Family Stress Framework. *Journal of Family and Economic Issues*. 2016;37(3):395-406.

115. Lynch J, Meunier A, Pilkington R, Schurer S. Baby Bonuses and Early-Life Health Outcomes: Using Regression Discontinuity to Evaluate the Causal Impact of an Unconditional Cash Transfer. Bonn, Germany: IZA Institute of Labor Economics; 2019. 50p.
116. MacDonald G. Criteria for Selection of High-Performing Indicators A Checklist to Inform Monitoring and Evaluation. Atlanta, GA: Centers for Disease Control and Prevention; 2013. 4p.
117. Madero-Cabib I, Fasang AE. Gendered work-family life courses and financial well-being in retirement. *Advances in Life Course Research*. 2016;27:43-60.
118. Malatest International. Sorted Whānau Study: Financial Capability Education and Problem Gambling. New Zealand: Malatest International; 2016. 69p.
119. Martin-West S. The Role of Social Support as a Moderator of Housing Instability in Single Mother and Two-Parent Households. *Social Work Research*. 2019;43(1):31-42.
120. Mathematica Center for Studying Disability Policy. Promoting Readiness of Minors in Supplemental Security Income (PROMISE): Arkansas PROMISE Process Analysis Report. Washington, DC: Center for Studying Disability Policy, Mathematica Policy Research 2018. 64p.
121. Matjasko JL, D'Inverno AS, Marshall KJ, Kearns MC. Microfinance and violence prevention: A review of the evidence and adaptations for implementation in the U.S. *Prev Med*. 2020;133:106017.
122. Mattingly MJ, Schaefer A, Carson JA. Child Care Costs Exceed 10 Percent of Family Income for One in Four Families. National Issue Brief #109. Durham, NH: University of New Hampshire, Carsey School of Public Policy, Carsey Research 2016. 6p.
123. McAllister A, Nylen L, Backhans M, Boye K, Thielen K, Whitehead M, et al. Do 'flexicurity' Policies Work for People With Low Education and Health Problems? A Comparison of Labour Market Policies and Employment Rates in Denmark, The Netherlands, Sweden, and the United Kingdom 1990-2010. *International Journal of Health Services*. 2015;45(4):679-705.
124. McKay KL, Kingsbury D. Student Loan Cancellation: Assessing strategies to boost financial security and economic growth. The Aspen Institute; 2019. 23p.
125. McKenna RM, Langellier BA, Alcalá HE, Roby DH, Grande DT, Ortega AN. The Affordable Care Act Attenuates Financial Strain According to Poverty Level. *Inquiry*. 2018;55:1-14.
126. Meschede T, Chaganti S. Home for now: A mixed-methods evaluation of a short-term housing support program for homeless families. *Evaluation & Program Planning*. 2015;52:85-95.
127. Messacar D, Kocourek P. Pathways to Retirement, Well-Being, and Mandatory Retirement Rules: Evidence from Canadian Reforms. *Journal of Labor Research*. 2019;40(3):249-75.
128. Mikkonen J, Raphael D. Social determinants of health: The Canadian facts. York University School of Health Policy and Management Toronto; 2010. 62p.
129. Mills G, McKernan S-M, Ratcliffe C, Edelstein S, Pergamit M, Braga B, et al. Building Savings for Success: Early Impacts from the Assets for Independence Program Randomized Evaluation. Washington, DC: The Urban Institute; 2016. 86p.
130. Muir K, Hamilton M, Noone JH, Marjolin A, Salignac F, Saunders P. Exploring Financial Wellbeing in the Australian Context. Sydney: Centre for Social Impact & Social Policy Research Centre - University of New South Wales Sydney, for Financial Literacy Australia; 2017. 63p.
131. Muir K, Reeve R, Connolly C, Marjolin A, Salignac F, Ho K. Financial Resilience in Australia 2015. University of New South Wales: Centre of Social Impact (CSI); 2016. 114p.
132. Murray JM, Mulholland E, Slade R. Financial Counselling for People Living on Low Incomes: International scan of best practices. Toronto: Prosper Canada; TD; 2015. 41p.
133. Nelms E, Tepper S, Juarez L, Speidel K, Beasley M, Guzmán M. Applying Behavioral Science to Increase Retention in Financial Coaching Programs. Durham, NC: Centre for Advanced Hindsight, Common Cents Lab; 2017. 40p.
134. Netemeyer RG, Warmath D, Fernandes D, Lynch Jr JG. How am I doing? Perceived financial well-being, its potential antecedents, and its relation to overall well-being. *Journal of Consumer Research*. 2018;45(1):68-89.
135. O'Neill J, Tabish H, Welch V, Petticrew M, Pottie K, Clarke M, et al. Applying an equity lens to interventions: using PROGRESS ensures consideration of socially stratifying factors to illuminate inequities in health. *J Clin Epidemiol*. 2014;67(1):56-64.
136. Ontario Agency for Health Protection and Promotion (Public Health Ontario). Public Health Emergency Preparedness Framework and Indicators A Workbook to Support Public Health Practice. Toronto, ON: Queen's Printer for Ontario; 2020. 43p.
137. Ontario Government. Health Equity Impact Assessment (HEIA) Workbook. Ontario: Queen's Printer for Ontario; 2012. 43p.
138. Ontario Human Rights Commission. Human Rights at Work 2008. Third Edition ed. Toronto, ON: Carswell Thomson Publishing (Carswell), the Human Resources Professionals Association of Ontario (HRPA of Ontario); 2008. 11p.
139. Verma N, Yang E, Nunez S, Long D. Learning from the work rewards demonstration: Final Results from the Family Self-Sufficiency Study in New York City. MDRC; 2017. 177p.

140. Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). OECD/INFE International Survey of Adult Financial Literacy Competencies. Paris; 2016. 95p.
141. Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). Is Childcare Affordable? Policy Brief on Employment, Labour and Social Affairs. Paris: OECD; 2020. 13p.
142. Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), International Labour Organisation (ILO), World Bank (IBRD), International Monetary Fund (IMF). Enhancing employability: report prepared for the G20 Employment Working Group. Paris: OECD; 2016. 34p.
143. Palacios M, Li N. Comparing Government and Private Sector Compensation in Canada, 2020. Vancouver: Fraser Institute; 2020. 20p.
144. Pan American Health Organization. Validation of Indicators for Implementation of the Plan of Action on Health in All Policies: Proposal for Application at National Level. Washington, DC: World Health Organization; 2017. 72p.
145. Pan American Health Organization. Strategy and Plan of Action on Ethnicity and Health 2019-2025: 57th Directing Council. World Health Organization 2019. 9p.
146. Pan American Health Organization. A Framework and Indicators for Monitoring Gender Equality and Health in the Americas. Washington, DC; 2019. 85p.
147. Parker S, Castillo N, Garon T, Levy R. Eight Ways to Measure Financial Health. Chicago: Center for Financial Services Innovation; 2016. 16p.
148. Parolin Z, Curran M, Matsudaira J, Waldfogel J, Wimer C. Monthly poverty rates in the united states during the COVID-19 pandemic. Poverty and social policy working paper, center on poverty & social policy. 2020. 48p.
149. Pencheon D. The Good Indicators Guide: Understanding how to use and choose indicators. Coventry, United Kingdom: NHS Institute for Innovation and Improvement; 2008. 36p.
150. Phillips B, Gray M, Biddle N. COVID-19 JobKeeper and JobSeeker impacts on poverty and housing stress under current and alternative economic and policy scenarios. Canberra: Australia National University; Centre for Social Research and Methods; 2020. 29p.
151. Pinto AD, Da Ponte M, Bondy M, Craig-Neil A, Murphy K, Ahmed S, et al. Addressing financial strain through a peer-to-peer intervention in primary care. Family Practice. 2020;15:15.
152. Pollmann-Schult M. Parenthood and Life Satisfaction in Europe: The Role of Family Policies and Working Time Flexibility. European Journal of Population-Revue Europeenne de Demographie. 2018;34(3):387-411.
153. Powell J, Menendian S, Ake W. Targeted universalism: Policy & Practice. Berkeley: University of California; Haas Institute for a Fair and Inclusive Society; 2019. 46p.
154. Prosper Canada. Persons with Disabilities (PWD) Status and disability assistance. Roadblocks and Resilience: Insights from the Access to Benefits for Persons with Disabilities project. Toronto: Prosper Canada; 2021. 5p.
155. Public Health Agency of Canada (PHAC). Toward health equity: A tool for developing equity-sensitive public health interventions. Ottawa, ON: PHAC; 2015. 18p.
156. Purtell J, Mendes P. Relationship-based practice and service system expertise to support young people transitioning from out-of-home care in Victoria: An evaluation of the Salvation Army West Care Continuing Care Program. Melbourne: Monash University Department of Social Work; 2020. 63p.
157. Purtell J, Mendes P, Baidawi S. Evaluation of the Berry Street Stand By Me Program: Wraparound support during the transition from out-of-home care. Melbourne: Monash University; 2017. 99p.
158. QCoal Foundation. Ca\$hed Up: Developing Financial Skills for Life. Brisbane, Queensland: QCoal Foundation; 2019. 2p.
159. Raileanu-Szeles M. Explaining the dynamics and drivers of financial well-being in the European Union. Social Indicators Research. 2015;120(3):701-22.
160. Reeves A, Loopstra R. 'Set up to Fail'? How Welfare Conditionality Undermines Citizenship for Vulnerable Groups. Social Policy and Society. 2017;16(2):327-38.
161. Reeves A, McKee M, Mackenbach J, Whitehead M, Stuckler D. Introduction of a National Minimum Wage Reduced Depressive Symptoms in Low-Wage Workers: A Quasi-Natural Experiment in the UK. Health Economics. 2017;26(5):639-55.
162. Reynolds AJ, Ou SR, Mondri CF, Giovanelli A. Reducing poverty and inequality through preschool-to-third-grade prevention services. American Psychologist. 2019;74(6):653-72.
163. Richardson DM, Steeves-Reece A, Martin A, Hurtado DA, Dumet LM, Goodman JM. Employee Experiences with a Newly Adopted Paid Parental Leave Policy: Equity Considerations for Policy Implementation. Health Equity. 2019;3(1):117-23.
164. Robson J. The Case for Financial Literacy: Assessing the effects of financial literacy interventions for low income and vulnerable groups in Canada. Research Report (Social and Enterprise Development Innovations). Ottawa: SEDI, Canadian Centre for Financial Literacy; 2012. 48p.
165. Russell R, Stewart M, Kutin J, Cai RY. Money Minded Impact Report. Melbourne: ANZ Bank; RMIT University; 2018. 22p.

166. Salabarría-Peña Y, Apt BS, Walsh CM. Developing Evaluation Indicators. Practical Use of Program Evaluation among Sexually Transmitted Disease (STD) Programs. Atlanta, GA: Centers for Disease Control and Prevention; 2007. 2p.
167. Salabarría-Peña Y, Apt BS, Walsh CM. Introduction. Practical Use of Program Evaluation among Sexually Transmitted Disease (STD) Programs. Atlanta, GA: Centers for Disease Control and Prevention; 2007. 11p.
168. Salabarría-Peña Y, Apt BS, Walsh CM. Describe the Program. Practical Use of Program Evaluation among Sexually Transmitted Disease (STD) Programs. Atlanta, GA: Centers for Disease Control and Prevention; 2007. 118p.
169. Salabarría-Peña Y, Apt BS, Walsh CM. Gather Credible Evidence. Practical Use of Program Evaluation among Sexually Transmitted Disease (STD) Programs. Atlanta, GA: Centers for Disease Control and Prevention; 2007. 171-238p.
170. Salignac F, Hamilton M, Noone J, Marjolin A, Muir K. Conceptualizing financial wellbeing: An ecological life-course approach. *Journal of Happiness Studies*. 2020;21(5):1581-602.
171. Salignac F, Marjolin A, Reeve R, Muir K. Conceptualizing and Measuring Financial Resilience: A Multidimensional Framework. *Social Indicators Research*. 2019;145(1):17-38.
172. Santiago AM, Galster GC, Smith RJ. Evaluating the Impacts of an Enhanced Family Self-Sufficiency Program. *Housing Policy Debate*. 2017;27(5):772-88.
173. Schadler C, Rieder I, Schmidt EM, Zartler U, Richter R. Key practices of equality within long parental leaves. *Journal of European Social Policy*. 2017;27(3):247-59.
174. Selenko E, Batinic B. Beyond debt. A moderator analysis of the relationship between perceived financial strain and mental health. *Social science & medicine*. 2011;73(12):1725-32.
175. Setty S, Skinner C, Wilson-Simmons R. Bonding time: Low-income mothers and New Jersey's family leave insurance program. *Community, Work & Family*. 2020;23(2):141-61.
176. Shahin A, Mahbod MA. Prioritization of key performance indicators. *International Journal of Productivity and Performance Management*. 2007;56(3):226-40.
177. Sheehan LR, Lane TJ, Collie A. The Impact of Income Sources on Financial Stress in Workers' Compensation Claimants. *Journal of Occupational Rehabilitation*. 2020;30(4):679-688.
178. Siddiqi A, Kawachi I, Keating DP, Hertzman C. A Comparative Study of Population Health in the United States and Canada during the Neoliberal Era, 1980-2008. *International Journal of Health Services*. 2013;43(2):193-216.
179. Simhon Y, Trites S. Financial Literacy and Retirement Well-Being in Canada: An Analysis of the 2014 Canadian Financial Capability Survey. *Financial Consumer Agency of Canada*; 2017 March 2017. 36p.
180. Simons RL, Lei MK, Beach SR, Philibert RA, Cutrona CE, Gibbons FX, et al. Economic hardship and biological weathering: the epigenetics of aging in a US sample of black women. *Social Science & Medicine*. 2016;150:192-200.
181. Simpson J, Albani V, Bell Z, Bamba C, Brown H. Effects of social security policy reforms on mental health and inequalities: A systematic review of observational studies in high-income countries. *Social Science & Medicine*. 2021:113717.
182. Smith TE, Richards KV, Shelton VM, Malespin TS. Sirens' Call: Understanding Poor Financial Decision Making and Credit Card Misuse. *Journal of Human Behavior in the Social Environment*. 2015;25(8):897-906.
183. Smith VA, Lindquist J, Miller KEM, Shepherd-Banigan M, Olsen M, Campbell-Kotler M, et al. Comprehensive Family Caregiver Support and Caregiver Well-Being: Preliminary Evidence From a Pre-post-survey Study With a Non-equivalent Control Group. *Frontiers in Public Health*. 2019;7:122.
184. Smyth C, Genders S, Giuntoli G, Hill T, Katz I, Asante D, et al. Evaluation of Settlement Grants - Final report. Sydney: Social Policy Research Centre, UNSW; 2017. 178p.
185. Sosinsky L. Child care challenges when parents' work schedules are unpredictable and not 9-to-5. Philadelphia, PA: Public Health Management Corporation; The Early Childhood Action Collective (ECAC); 2020. 29p.
186. Spivak S, Cullen B, Eaton WW, Rodriguez K, Mojtabai R. Financial hardship among individuals with serious mental illness. *Psychiatry Res*. 2019;282:112632.
187. Ståhl T, Wismar M, Ollila E, Lahtinen E, Leppo K. Health in all policies: prospects and potentials. Finland: Ministry of Social Affairs and Health; 2006. 279p.
188. Inter-generational comparisons of household economic well-being, 1999 to 2019 [press release]. Ottawa, ON: The Daily; December 10, 2020. Available from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/daily-quotidien/201210/dq201210b-eng.pdf?st=SRtYlkbW>
189. Storchi S, Johnson S. Financial capability for wellbeing: An alternative perspective from the capability approach. Bath: Centre for Development Studies (CDS); University of Bath; 2016. 30p.
190. Stuckler D, Basu S, McKee M. Budget crises, health, and social welfare programmes. *BMJ*. 2010;340:c3311.

191. Substance Abuse and Mental Health Services Administration. SAMHSA's Concept of Trauma and Guidance for a Trauma-Informed Approach. Rockville, MD: Substance Abuse and Mental Health Services Administration; 2014. Contract No.: HHS Publication No. (SMA) 14-4884. 20p.
192. Sweet E. "Like you failed at life": Debt, health and neoliberal subjectivity. *Social Science & Medicine*. 2018;212:86-93.
193. Szanton SL, Allen JK, Thorpe Jr RJ, Seeman T, Bandeen-Roche K, Fried LP. Effect of financial strain on mortality in community-dwelling older women. *The Journals of Gerontology Series B: Psychological Sciences and Social Sciences*. 2008;63(6):S369-S74.
194. The Behavioural Insights Team, Ipsos MORI. A behavioural approach to managing money: Ideas and results from the Financial Capability Lab. 2018. 68p.
195. The British Academy COVID-19 and Society. Shaping the COVID Decade: Addressing the long-term societal impacts of COVID-19. London: The British Academy; 2021. 50p.
196. The British Academy: COVID-19 and Society. The COVID Decade: Understanding the long-term societal impacts of COVID-19. Academy, London: The British Academy; 2021. 173p.
197. The Money Advice Service. 2016 outcome evaluation of debt advice. England & Wales: Money Advice Service; 2017. 74p.
198. The Scottish Association of Citizens Advice Bureaux. Financial Health Check Report. Scotland: Scottish Association of Citizens Advice Bureaux; 2019. 46p.
199. Theodos B, Stacy CP, Braga B, Daniels R. Affordable Homeownership: An Evaluation of the Near-Term Effects of Shared Equity Programs. *Housing Policy Debate*. 2019;29(6):865-79.
200. Thomas H, Mann A, Meschede T. Race and Location: The Role Neighborhoods Play in Family Wealth and Well-Being. *American Journal of Economics and Sociology*. 2018;77(3-4):1077-111.
201. Tingey L, Larzelere F, Goklish N, Rosenstock S, Mayo-Wilson LJ, O'Keefe V, et al. Behavioral and Mental Health outcomes from an RCT of a Youth Entrepreneurship Intervention among Native American Adolescents. *Children and Youth Services Review*. 2020;119:105603.
202. Tingey L, Larzelere F, Goklish N, Rosenstock S, Mayo-Wilson LJ, Pablo E, et al. Entrepreneurial, Economic, and Social Well-Being Outcomes from an RCT of a Youth Entrepreneurship Education Intervention among Native American Adolescents. *International Journal of Environmental Research and Public Health*. 2020;17(7).
203. TISA. Children in Care and Financial Education. 2019. 7p.
204. Tucker-Seeley RD, Thorpe RJ. Material-Psychosocial-Behavioral Aspects of Financial Hardship: A Conceptual Model for Cancer Prevention. *Gerontologist*. 2019;59(Suppl 1):S88-S93.
205. UN Roadmap. UN Research Roadmap for the COVID-19 Recovery: Leveraging the Power of Science for a More Equitable, Resilient and Sustainable Future, United Nations. New York, NY: United Nations; 2020. 126p.
206. United Nations. World economic situation and prospects 2014. New York, NY: United Nations Publications; 2014. 181p.
207. United Nations. A UN framework for the immediate socio-economic response to COVID-19. New York: United Nations; 2020. 49p.
208. United Way. Financial Coaching Program [Infographic]. 2020. Available from: <https://www.uwashtenaw.org/sites/uwashtenaw.org/files/FY%2020%20FC%20Annual%20report.pdf>
209. Urban Institute. An Evaluation of the Impacts and Implementation Approaches of Financial Coaching Programs. 2015. 204p.
210. Valentine K, Zmudzki F, Fotheringham M, Smyth C. Early Review of the Specialist Homelessness Services Program. Sydney: Social Policy Research Centre UNSW; 2017. 96p.
211. Van Houtven CH, Friedemann-Sánchez G, Clothier B, Levison D, Taylor BC, Jensen AC, et al. Is policy well-targeted to remedy financial strain among caregivers of severely injured US service members? *INQUIRY: The Journal of Health Care Organization, Provision, and Financing*. 2012;49(4):339-51.
212. Vanderlee L, Goorang S, Karbasy K, Schermetel A, L'Abbé M. Creating healthier food environments in Canada: Current policies and priority actions - Summary Report. Toronto: University of Toronto; 2017. 12p.
213. von Schirnding Y. The Nature and Use of Indicators Health in Sustainable Development Planning: The role of indicators Geneva: World Health Organization; 2002. 19-26p.
214. von Schirnding Y. Construction of Indicators Health in Sustainable Development Planning: The role of indicators Geneva: World Health Organization; 2002. 47-68p.
215. von Schirnding Y. Indicator Development and the Planning Cycle Health in Sustainable Development Planning: The role of indicators Geneva: World Health Organization; 2002. 85-104p.
216. von Schirnding Y. Framework for Linkages between Health, Environment and Development Health in Sustainable Development Planning: The role of indicators Geneva: World Health Organization; 2002. 105-20p.
217. von Schirnding Y. Issue-Specific Indicators Health in Sustainable Development Planning: The role of indicators Geneva: World Health Organization; 2002. 121-34p.

218. Wainwright E, McHugh E, Gilhooly K, Hills L. What works? Evaluation of the DOSH financial capability programme. Uxbridge, UK: Brunel University London; 2018. 80p.
219. Warren A, Marchant T, Schulze D, Chung D. From economic abuse to economic empowerment: Piloting a financial literacy curriculum with women who have experienced domestic and family violence. *Journal of Women & Social Work*. 2019;34(4):498-517.
220. Washington Center Equitable Growth. Delivering equitable growth Strategies for the next Administration. Washington, DC: Washington Center Equitable Growth; 2016. 121p.
221. Webster P, Sanderson D. Healthy Cities indicators--a suitable instrument to measure health? *J Urban Health*. 2013;90(Suppl 1):52-61.
222. Weida EB, Phojanakong P, Patel F, Chilton M. Financial health as a measurable social determinant of health. *PLoS One*. 2020;15(5):e0233359.
223. Wemyss D, Cellina F, Lobsiger-Kägi E, De Luca V, Castri R. Does it last? Long-term impacts of an app-based behavior change intervention on household electricity savings in Switzerland. *Energy Research & Social Science*. 2019;47:16-27.
224. White ND, Packard K, Kalkowski J. Financial Education and Coaching: A Lifestyle Medicine Approach to Addressing Financial Stress. *Am J Lifestyle Med*. 2019;13(6):540-3.
225. White ND, Packard KA, Flecky KA, Kalkowski JC, Furze JA, Ryan-Haddad AM, et al. Two Year Sustainability of the Effect of a Financial Education Program on the Health and Wellbeing of Single, Low-Income Women. *Journal of Financial Counseling and Planning*. 2018;29(1):68-74.
226. Whitehead M, Taylor-Robinson D, Barr B. Poverty, health, and covid-19. *BMJ*. 2021;372:n376.
227. Wilde RJ, Leonard P. Youth enterprise: The role of gender and life stage in motivations, aspirations and measures of success. *Journal of Education and Work*. 2018;31(2):144-58.
228. Williams W, Adrien R, Murthy C, Pietryka D. Equitable Access to Excellent Educators: An Analysis of States' Educator Equity Plans. Rockville, Maryland: Westat; 2016. 263p.
229. Winston F, Greenberg DM. The Power of Integrated Services: New Outcomes from LISC's Financial Opportunity Centers. New York: LISC; 2020. 28p.
230. Working Group for Monitoring Action on the Social Determinants of Health. Towards a global monitoring system for implementing the Rio Political Declaration on Social Determinants of Health: developing a core set of indicators for government action on the social determinants of health to improve health equity. *Int J Equity Health*. 2018;17(1):136.
231. World Bank Group: Poverty and Equity, UNDESA. Sustainable Development Goal 10 – Reduced Inequalities: Progress and Prospects [Internet]. The World Bank; 2019 Available from: <https://www.worldbank.org/en/events/2018/12/17/reducing-inequalities-progress-and-prospects#3>.
232. World Health Organization. Systems Thinking for Health Systems Strengthening. Geneva; 2009. 107p.
233. World Health Organization. Health in All Policies (HiAP) Framework for Country Action. Geneva: World Health Organization; 2014. 15p.
234. World Health Organization. Chapter 6: Coordinated, intersectoral action to improve public health. In: World Health Organization, editor. WHO Advancing the right to health: the vital role of law. Geneva: World Health Organization; 2017. 79-101p.
235. World Health Organization. The private sector, universal health coverage and primary health care. Geneva: World Health Organization; 2018. 9p.
236. World Health Organization. Disability and health fact sheet 2021 [Internet]. World Health Organization; 2021. Available from: <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/disability-and-health>.
237. Xiong J, Lipsitz O, Nasri F, Lui LMW, Gill H, Phan L, et al. Impact of COVID-19 pandemic on mental health in the general population: A systematic review. *Journal of Affective Disorders*. 2020;277:55-64.
238. Young Enterprise. Fiver Challenge Evaluation Report. Scotland: Young Enterprise; 2016. 17p.
239. Young MED, Leon-Perez G, Wells CR, Wallace SP. More Inclusive States, Less Poverty Among Immigrants? An Examination of Poverty, Citizenship Stratification, and State Immigrant Policies. *Population Research and Policy Review*. 2018;37(2):205-28.
240. Zanon L, Warburton W, Russell R, Warburton M, Flynn L. Evaluating the Wesley Mission In charge of my money financial literacy program for vulnerable populations. Sydney: Wesley Mission; 2016. 144p.
241. Zmudzki F, Breckenridge J, Newton BJ, Delaney M, Valentine K. Evaluation of the integrated domestic and family violence service program. Sydney: Social Policy Research Centre, UNSW; 2018. 90p.